ISSN : 0249-3195

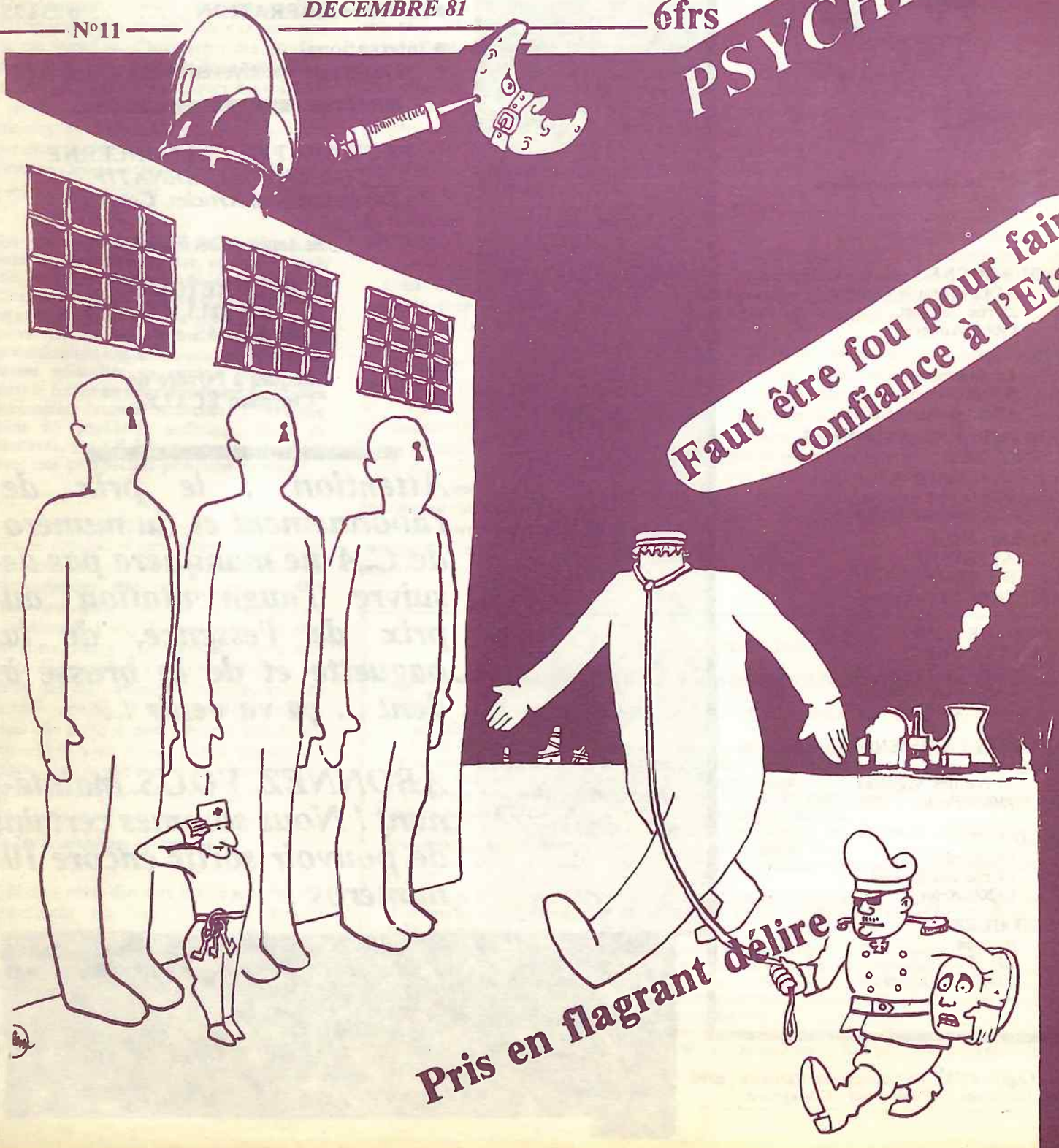
courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR

L'Organisation Communiste Libertaire

N°11 — DECEMBRE 81 — 6frs

DOSSIER PSYCHIATRIE



VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

BOURGOGNE
OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 Auxerre

CENTRE
La Commune
BP 1228
45002 Orléans Cédex

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST.
OCL/Egregore
B.P 1213
51058 Reims Cedex

NORMANDIE
ASTEVMU
B.P 170
14008 Caen Cédex

PAYS DE LOIRE CENTRE OUEST
OCL/La Taupe
2 Quai Lalande
72000 Le Mans

REGION PARISIENNE
FL
33 rue des Vignoles
75020 Paris

SUD EST
Germinal
19 rue des Suisses
13200 Arles

SUD OUEST
Acratie
BP 25
40300 Peyrehorade

Dépot Légal : 47693, N° Commission Paritaire : 6896
Directrice de Publication : C.Maynard

SOMMAIRE

- **ça branle dans le manche**
  Nucléaire ..... p 4,5
  Anti-militarisme ..... p 6,7,8
  Entreprises ..... p 9,10,11
- **Cinéma :** votre enfant m'intéresse ..... p 12
- **DOSSIER PSYCHIATRIE**
  - Le système psychiatrique .... p13 à 17
  - Psychiatrie New Look ..... - 18 à 20
- **Histoire de la médicalisation de l'accouchement** ..... p 21,22
- **La dérive LIBERATION** ..... p 23 à 25
- **International**
  Quelles perspectives en G.B. .... p26 et 27

POUR TOUT CE QUI CONCERNE
COURANT ALTERNATIF
(Abonnements, Articles, Courrier)

Une seule ADRESSE :

EGREGORE (OCL)
B.P 1213
51058 REIMS cédex

Chèques à l'Ordre de
Christian ECALE

Attention : le prix de l'abonnement et du numéro de C.A ne manquera pas de suivre l'augmentation du prix de l'essence, de la baguette et de la brosse à dent ... ça va venir ...

ABONNEZ VOUS maintenant ! Nous sommes certains de pouvoir sortir encore 10 numéros !

[illegible] Courant Alternatif est le troisième d'une nouvelle série [illegible] Nous espérons toujours améliorer la présentation par une [illegible] COUVERTURE EN DEUX COULEURS, mais pour cela il nous faut [illegible] abonnements ce [illegible]

édito

L'état de grâce est sans doute terminé. En tout cas, finie la douce euphorie des premiers jours de l'été. Les mesures gouvernementales ont jeté de l'eau froide sur l'enthousiasme ou l'espérance des premiers jours.

Que ce soit au niveau du nucléaire, où la Raison d'Etat, c'est à dire la collusion avec les intérêts capitalistes pour une société exploitrice, productiviste et centraliste, l'emporte sur tout autre considération. Et les grimaces des vieux singes qui nous gouvernent pour nous faire croire au respect du dialogue et de la démocratie ne trompent personne. Quelle que soit la qualité de velours de leur gant, ils veulent nous imposer le nucléaire civil et militaire avec la même poigne de fer que ceux d'avant.

Que ce soit au niveau de l'armée, où les promesses ne sont pas suivies par les actes, où les menaces et le répression planent tout autant qu'avant sur les réfractaires, et où on assiste à un regain de l'art du spectacle et de la parade patriotique pour célébrer un 11 novembre et les derniers joujoux de la panoplie nucléaro-militaire française.

Que ce soit au niveau du contrôle sur les gens où, avec l'orchestration d'une grande campagne sur la sécurité, on assiste à un matraquage publicitaire en faveur de la police, destiné à réhabiliter ce «corps de la Nation» passablement terni.

Que ce soit au niveau du travail, dans la tentative qui est faite pour lui redonner un regain d'intérêt, à grands coups de slogans qui voudraient nous faire croire que notre énergie a besoin d'être captée, employée, exploitée par des patrons, quitte bien sûr à faire et produire n'importe quoi.

Tout cela avec un peu plus de tact et avec de bien plus belles manières que le Pouvoir précédent. Les Roses savent être pédagogiques et démagogiques, utiliser les médias et les flashes publicitaires; ils essaient de séduire, patrons et électorat à la fois; ils cherchent à se faire des alliés complaisants et des relais pleins de zèle dans les localités et les régions, au travers des associations.

C'est la mise en valeur de **l'autogestion de l'intégration**; c'est la tentative de restaurer, en les dépoussiérant, de vieilles valeurs capables d'asseoir le consensus avec l'Etat.

Ce qui se passe dans le domaine psychiatrique est, à ce niveau, significatif. Dans ce numéro de C.A, un dossier y est consacré, qui montre en quoi les réformes en cours pour ouvrir les asiles, sous leur aspect séduisant, sont en fait mystificatrices, tant qu'elles ne remettent rien en cause de ce qui crée la «maladie mentale».

Et cela pourrait s'appliquer à bien d'autres luttes ou remises en cause actuelles, qui ne font qu'effleurer les conséquences en taisant bien les causes et les projets à long terme, n'ayant ainsi pour effets que d'amener des ravalements de façade éphémères, de servir de tremplin à une frange de chefaillons écolo-réformistes-néo gauchistes, ou aboutissant à des échecs, facteurs de découragement et de désenchantement.

Il peut en être ainsi pour le nucléaire, si la colère des populations concernées par l'implantation d'une centrale n'est pas relayée par un mouvement plus large, qui ne se contente pas d'être un mouvement d'opinion.

Il peut en être ainsi pour les mouvements pacifistes, s'ils se contentent de manifestations de pression sporadiques et ne sont pas porteurs d'un contenu de classe antimilitariste et anticapitaliste.

Il peut en être ainsi pour les luttes d'entreprises, si elles se situent au même niveau qu'en 80, sur le terrain classique - employés contre patron -, et si elles dépolitisent leur contenu en gommant la collusion et la complicité qui continuent à exister entre patronat et Etat, tout rose qu'il soit.

Beaucoup déjà ne font plus confiance au Pouvoir actuel; certains même, de plus en plus nombreux, ne font plus confiance à aucun Pouvoir. Le gouvernement le sait, et il n'est pas dit que ses campagnes de séduction aboutissent; déjà, il remplace les paroles mielleuses par les menaces et les ébauches de concertation par les forces de l'Ordre.

Beaucoup déjà sentent que les luttes partielles et les ripostes ponctuelles ne suffisent pas; que lorsqu'on tire sur un fil de l'écheveau, tout le reste suit; qu'un problème sur lequel on se bat ouvre sur tous les autres. Beaucoup ont envie de se réapproprier le politique, c'est à dire le sens et l'organisation de leur vie.

Mais ce qui manque peut-être, c'est la manière de mettre en oeuvre, concrètement, cette aspiration à la globalisation, à la remise en cause radicale; de trouver sa voix, ses actes, en dehors des sentiers tout tracés, des pièges de la récupération politicarde et des impasses réformistes.

NUCLEAIRE

L'ETAT DE GUERRE

Golfech sous tension

Le 10 Novembre, les girouettes du conseil régional (à majorité PS) ont dit «oui» à la centrale, en posant au gouvernement des préalables dérisoires concernant la sécurité et les retombées économiques. Le pouvoir doit maintenant annoncer d'ici peu sa décision.

Depuis fin Octobre, les attentats se sont multiplés dans la région : une dizaine en un mois contre des locaux et véhicules EDF, des pylônes et tranformateurs de lignes à très haute tension, des entreprises travaillant pour EDF et contre les vigiles sur le chantier. Depuis le 3 novembre, quotidiennement des groupes d'une douzaine d'anti-nucléaires ont «fissuré» le grillage de protection du site jusqu'à leur interpellation (à ce jour, près de cent personnes). Le dimanche 15, plus de 300 gardes mobiles protégeaient le site ayant reçu l'ordre de ne pas interpeller les quelques 30 «fissureurs», mais de les disperser : charge et tirs tendus de grenades lacrymogènes (également contre les journalistes présents).

Ces actions symboliques de fissurage ont pour but de maintenir la tension et de créer une dynamique pour préparer la manifestation de masse du 29 novembre à Golfech à laquelle appelle la Coordination Régionale Anti-Nucléaire.

A Golfech, rien n'est perdu. Il reste à gagner.

Bernard, Lot et Garonne (16.11)

"Ouf, enfin un peu d'air...."

Le grotesque simulacre de démocratie, imaginé par le nouveau pouvoir pour faire passer la pilule nucléaire, a pris fin.

Les conseils municipaux, mais surtout régionaux ont joué les godillots et bien tenu leur rôle de courroies de transmission du pouvoir d'Etat. Dérisoires pantins que tous ces notables soumis, qui se font l'écho miniature de la voix de leur Maître. Tout ce scénario n'aura leurré personne, si ce n'est ceux qui s'obstinent encore à croire que le gouvernement actuel, «coincé entre les puissances d'argent et la grosse machine EDF»a dû céder -le pôvre- au chantage au fric et à l'emploi. Comme si l'Etat, même teinté de rose, n'était pas partie prenante des intérêts économiques, politiques et sociaux qui font le nucléaire. Un enjeu sans pareil pour la prolifération des profits et l'emprise plus grande sur les populations. Comme si le nouveau Pouvoir avait jamais eu l'intension de rompre avec la logique productiviste et centralisatrice.

Bien sûr, les sites qui ont été les «heureux élus» pour l'implantation d'une centrale -malgré l'opposition farouche des habitants-, et ceci grâce au concours crapuleux des notables locaux et régionaux, vont riposter avec la plus grande véhémence.

Mais il n'est pas question de les laisser se battre seuls. La mobilisation sur les sites, si elle est absolument nécessaire, n'est pas suffisante. La colère doit faire tâche d'huile et s'exprimer partout, par tous les moyens.

Toulouse manifestation anti-nucléaire

Suite à la marche Golfech-Toulouse qui a vu une cinquantaine de marcheurs parcourir les 70/80 Kms, a eu lieu à Toulouse une manif appelée par un cartel d'orgas soucieuses de récupérer toute mobilisation qui aurait pu s'enclencher après le 4 oct (LCR,PSU,CFDT,FA, ...). Trois meetings se sont tenus au cours de la manifestation, un sur les alternatives en Midi Pyrénées par le GSIEN, un sur la démocratie, et un contre Golfech nucléaire par un représentant du GANG. Une délégation de mandants a été reçu par Raymond, président du Conseil Régional et élu PS, sans que celui-ci ne prenne position, évidemment.

Pour se démarquer de ce cartel de négociateurs, le CAN Toulouse (à majorité libertaire) avait appellé à contiuer les festivités après la dissolution de la manif, comptant sur «l'esprit du 4 octobre» (1) pour permettre l'expression de la «radicalité ambiante». les organisateurs avaient parlé de 5 à 10.000 personnes, il y en eut 1500 à 2000 ; les anti-nucléaires de Toulouse avaient prévu des actions de masse, 100 personnes au maximum étaient décidées à continuer sous la banderole du CAN. C'est là que les conneries ont commencé : incapables de s'en tenir aux itinéraires et décisions prises collectivement (pas d'actions violentes si pas de rapport de force), les peigne-zizi du cocktail molotov se sont éclatés partout où il ne fallait pas et nulle part où ç'aurait pu avoir une signification politique.

Ce foutoir total s'est traduit par des magasins brûlés, des passants blessés, deux malheureux cocks sur la Chambre de Commerce et dix arrestations !

Morale de l'histoire

A qui profitent ces conneries ? à la CFDT et autres écolos ou gauchistes merdeux que l'on n'a pas vus le 4 octobre.

Qui fait toujours le même genre d'action quels que soient l'état de la mobilisation et le rapport de force ? Les anti-nucléaires militaros de Toulouse. Qui en a plein le cul de se faire manipuler et de servir de couvertures aux peigne-zizi en mal de commando ? les manifestants. QUI L'AURA DANS LE BABA ? C'EST NOUS ...ET MERDE.

(1) le 4 octobre, sur le site de Golfech, la violence avait été non seulement massive et massivement appuyée, mais encore avait été vécue comme parfaitement justifiée.

OCL Toulouse et inorganisés(ées)

Chooz

A Chooz on attend la décision du pouvoir ! La détermination de la population Calcéenne toujours majoritairement anti-nucléaire n'a pas baissé ; si le pouvoir prend la décision de suivre l'avis favorable des conseils municipaux de la pointe de Givet, il devra compter sur une résistance farouche pouvant aller très loin ...

Sur 14 conseils municipaux de la pointe, 8 se sont déclarés favorables au projet de Chooz II, 5 contre (dont bien entendu celui de Chooz) dont un qui a organisé un référendum local donnant 57 % aux opposants.

Une manifestation fut organisée à Charleville le 24 Octobre. Nous étions à peu près 600 personnes ce qui traduit le fait que les anti nucléaires majoritaires à Chooz et dans quelques villages avoisinants sont tous **isolés** dans les Ardennes.

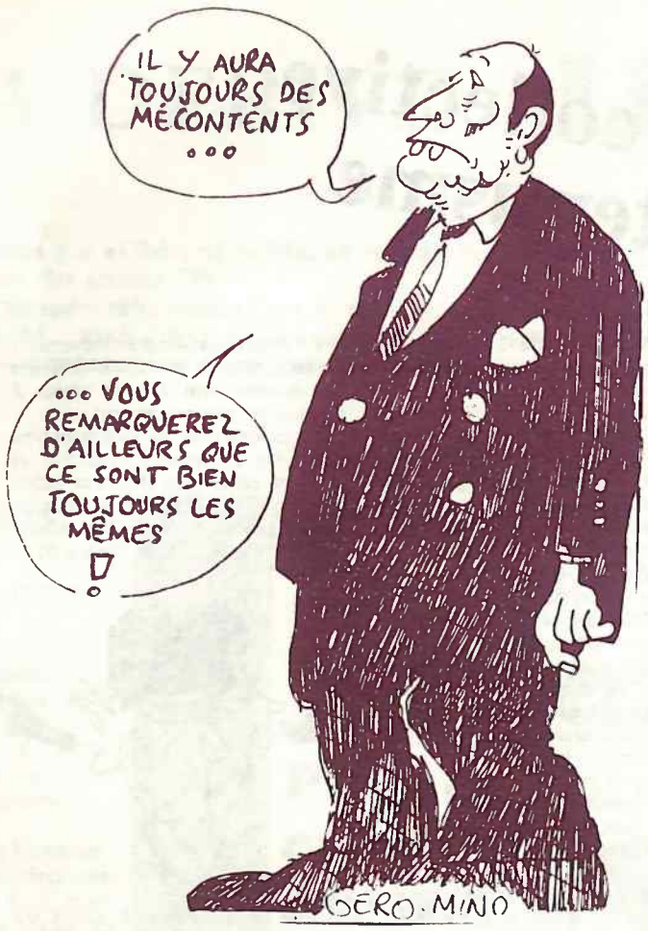
L'hotel de ville fut bombé de l'intérieur avec l'accord apparent du comité Calcéen. Nous sommes dans une période d'incertitude, ignorant quelle décision prendra le gouvernement, concernant Chooz II. Ce flou gouvernemental oriente la lutte de Chooz vers une attitude de pression par rapport au PS. Cette pression peut être «radicale» (bombage du local du PS à Charleville) mais bien souvent elle est de type politicarde et peut être dangereuse. En effet, dans une rencontre au sommet, le front commun anti-nucléaire (comité de Chooz, CFDT,Ecolos, PSU) fit aux pontes du PS (Député, Délégué National ...) une grosse concession en désavouant les bombages de l'Hotel de ville de Charleville du 24 octobre, espérant ainsi infléchir la position du PS.

C'était se trahir face à un parti qui a peur de perdre son influence politique, dans la pointe de Givet gagnée aux dernières élections.

La situation sera plus claire lorsque la décision tombera.

Mais Attention, il semblerait d'après des déclarations du nouveau pouvoir et des articles de presse qu'on s'orienterait vers des enquêtes d'utilité publique cogérées par l'Etat, l'EDF, des écolos et des syndicalistes recherchant d'un commun accord une plus grande sécurité ... dans les centrales roses.

L'existence de ces commissions paritaires voulant informer la population sur la sécurité, sous-entendrait l'acceptation des nouveaux projets ! On peut constater que le nouveau pouvoir est plus malin que l'ancien, le PS fait tout pour désamorcer toute lutte de site en essayant d'intégrer toute contestation et en s'apprêtant naturellement à marginaliser toute dissidence restante.



Plogoff aujourd'hui

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, à Plogoff, c'est l'incertitude :

Quelques jours avant les élections de Mai, la Maire PS de Plogoff, Annie Kerloch, qui était apparue à la télé avec Bouchardeau, fait enlever les panneaux anti-nucléaires de Plogoff, pour «laisser voter les gens librement» ! Quelque temps après, elle reprend le local municipal du comité de défense pour le donner ... à la fédération des chasseurs !! De plus, elle a le projet de créer au Loch, crique à côté de Plogoff, un port de plaisance ... Les anti-nucléaires sont mécontents, surtout que la maire a l'habitude de prendre seule les décisions ...

La population n'ayant plus de lieu pour se voir, discuter, échanger, se tire dans les pattes, prêtant l'oreille aux rumeurs que font courir souvent les pro-nucléaires de la région.

La situation se dégrade.

C'est dans ces conditions que le problème du GFA avec ses moutons et son berger Alain Pierre Condette, se pose ; certes, Alain Pierre n'est pas berger d'origine, ne maîtrise pas le comptabilité, mais il a fourni un travail important ; suite à des dissensions parmi la population de Plogoff, il démissionne en tant que berger ; après une assemblée générale lourde, tendue et sans fin, samedi 31 octobre, Alain Pierre reprenait son travail de berger. Mais les fonds du GFA sont faibles.

Quant à Plogoff-Alternative, œuvre d'un seul individu Moalic, elle ne verra probablement jamais le jour : Tazieff a bien posé la première pierre, mais sur un champ qui n'appartient toujours pas à la municipalité. Le projet de maison autonome ayant été modifié avec un nouvel architecte, il manque beaucoup d'argent ... et Moalic n'a pas bonne presse auprès des anti-nucléaires pour ses côtés magouilleurs. Les anti-nucléaires auraient mieux aimé des alternatives pour la cantine ou l'école.

Seul le comité de Défense, avec Annie Kerval est toujours dynamique ; il se réunit mensuellement avec une nombreuse participation locale et apporte toujours son aide aux autres sites en lutte Chooz, Golfech ...

Quant à la centrale, des anti-nucléaires pensent que celà n'est pas terminé pour autant : EDF y possède des terres (difficile à chiffrer), a fait construire un lotissement à Audierne, et le village de vacances de Plovan, destiné à EDF, refusé par le ministre du logement et de l'urbanisme, a été soutenu par Mauroy. La chambre régionale de commerce et d'industrie demande toujours une centrale nucléaire ...

Pour assainir la situation les anti-nucléaires comptent reprendre la situation en main : réinstallation des panneaux anti-nucléaires, construction à Plogoff d'un local de rencontre sur un champ donné par un habitant, et ... peut-être une liste anti-nucléaire aux prochaines élections municipales.

Reverrons-nous Plogoff à la pointe du combat ?

Civaux

Où en est le mouvement d'opposition ?

Deux tendances se manifestent :

- d'une part les écolos, partis politiques (LCR,PSU) et CFDT. Ils avaient misé sur le refus des conseils municipaux et se sont plantés (6 pour le dégel et 3 refusent de se prononcer dont Civaux), mais il faut noter que sur l'ensemble des voix le Oui ne l'emporte pas. Maintenant ils veulent «un réel débat démocratique sur Civaux et le nucléaire». Ils ne comprennent pas qu'ils l'auront ce débat, mais avec la centrale (la fédération du PS le demande aussi, mais après il y aura la centrale à Civaux ...ou plus loin). Les problèmes techniques sur lesquels se battent les écolos seront résolus : construction de 3 barrages sur le Taurion et la Vienne. Aussi ils appellent à une manifestation traine-savate sur Poitiers, dans l'ordre, en demandant aux élus «de tenir leurs promesses», et pour le gel ; la soupe réformiste. Golfech est encore loin !

- d'autre part les anti-nucléaires : organisés ou pas, ils se mobilisent pour l'action en posant la lutte sur le type de société que le nucléaire entraîne : société hiérarchisée, centralisée, policière ... Il faut en finir avec le nucléaire de gauche.

-Quant aux pro-nucléaires déclarés ils continuent de plus belle: la CGT-PC, les patrons, la droite demandent la continuation des études et travaux. EDF, elle, continue les achats de terres : 130-150 Ha sur Civaux. Ces terres elle les achète jusqu'à 15 millions l'Ha : suite à une vente notariée début novembre, une propriétaire doit toucher 390 millions pour 26 Ha !!

ANTI MILITARISME

Objection collective Fini l'attentisme

Comme nous l'avions évoqué lors de CA n° 9, une nouvelle **demande collective sur le terrain** de l'objection antimilitariste était en voie de constitution.

C'est maintenant chose faite, après la réunion qui s'est tenue à Lyon les 24 et 25 octobre.

Une dizaine de groupes étaient présents, tous ont de nouveau fait la critique de l'ancienne démarche OP 20, démarche qui actuellement se dirige vers la demande individuelle où plus aucun combat. n'est mené, ni contre la commission juridictionnelle, encore moins contre la militarisation de la société. Cette démarche est encore continuée par très peu de monde, qui veulent régler leur passif, s'en tirer par tous les moyens, on se glorifie des décisions d'Hernu relatives aux objecteurs. Le seul boulot de mené est fait par des permanents à Paris (qui voudraient se faire rémunérer),(1) qui prennent des contacts au nom du mouvement au siège du PS, à l'Assemblée Nationale. Ce qui s'est dégagé, c'est qu'il fallait un minimum d'idées communes tant au niveau du pourquoi on se bat et contre qui, qu'au niveau des moyens qu'on se donne pour lutter.

Les débats se sont poursuivis sur la notion de service civil, on peut faire le constat que les groupes et personnes présents étaient d'accord pour se battre contre ce que le nouveau pouvoir voulait nous imposer.

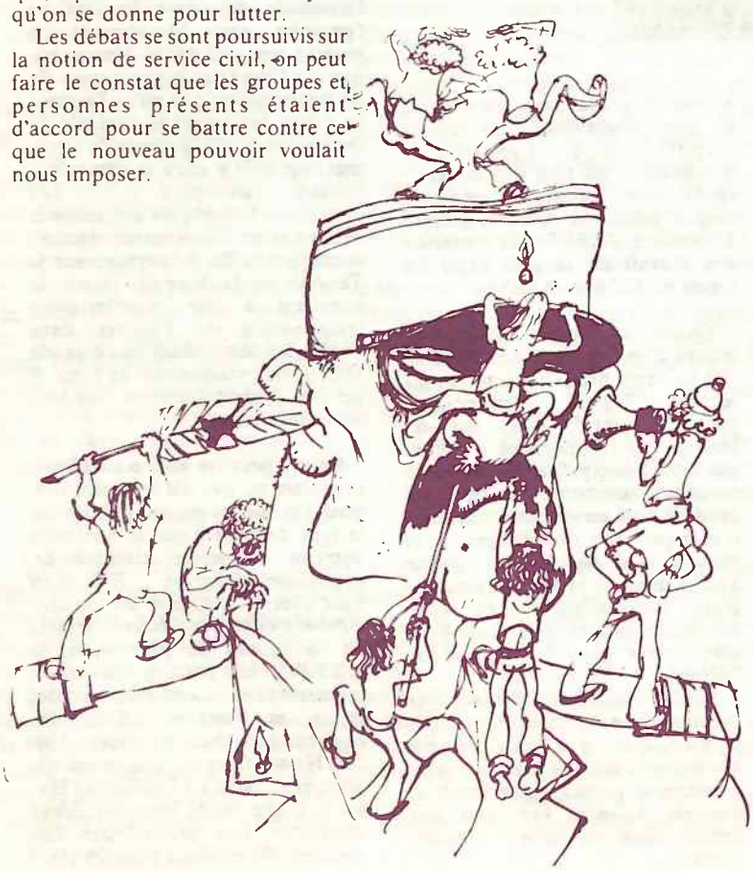
Dans la plate-forme de l'objection collective qui est la base minimum d'accord entre les objecteurs par rapport à l'appel diffusé dans CA n° 9, a été rajouté que le «Service Civil représentait une menace permanente pour les droits des travailleurs en mettant à la disposition du gouvernement une main-d'œuvre gratuite et soumise à la hiérarchie».

Un autre rajout important dans la plate-forme c'est la volonté d'affirmer sa solidarité en acte envers les autres formes de luttes contre le Service National, notamment envers les insoumis, pour combattre ensemble les juridictions chargées de nous réprimer.

Ceci pour les positions affirmées ; comment s'organiser pour les défendre ?

D'abord la démarche est la plus simple possible : une seule lettre de demande de statut sera envoyée, quelles que soient toutes les demandes d'explications, de justifications, qui pourraient nous être demandées. (2)

Appel est fait à un regroupement des objos dans les groupes locaux, ceux-ci étant le principal lien avec la coordination nationale (3).



La dynamisation du mouvement ne se fera que par les objecteurs eux-mêmes, qui auront réussi à s'organiser régionalement.

La circulation de l'information entre les objecteurs collectifs et ceux et celles qui désirent lutter avec eux se font par le Bulletin de liaison antimilitariste «Objections» (BP 70 69202 Lyon Cedex 01)

Lors de la réunion de Lyon, où on a pas mal discuté du décret pris par Hernu, plaçant en appel différé les objecteurs dont le statut avait été refusé, il a été trouvé important d'utiliser ce répit, de le mettre à profit pour qu'un maximum d'ex OP 20 en accord avec la plate-forme fassent leur demande avant le vote de la loi sur l'objection.

Il est important également que de nombreux nouveaux objos se joignent à nous, pour que le pouvoir ait en face de lui, avant cette loi, un mouvement fort et nombreux, se battant collectivement, dont il sera obligé de tenir compte lors des discussions à l'Assemblée Nationale.

Sur le plan pratique une coordination s'est mise en place, une coordination matérielle (4) également. Un tract 4 pages est en projet, ainsi qu'une affiche pour démarrer la nouvelle démarche. A signaler que déjà 30 objecteurs ont envoyé à Lyon leurs demandes de statut collectives.

Un appel pour l'abolition de la conscription a été lancé également à Lyon.

«Nous nous opposons à la politique militariste et nationaliste menée par le gouvernement actuel. Nous nous opposons au renforcement de la conscription, au service civil généralisé, à l'intervention de l'armée dans les écoles, aux ventes d'armes, etc ...

Le Ministère de la Défense a pris un décret visant à placer en appel différé les objecteurs dont le statut a été refusé. Ce décret comble quelques lacunes de la loi d'amnistie.

Néanmoins, le sort des insoumis **n'ayant** pas demandé le statut est complétement ignoré. Ainsi, le gouvernement essaie de diviser les réfractaires à l'armée.

A la suite de ce décret, 30 premières demandes de statut d'objecteur, sans justification de motivations ont été envoyées de Villeurbanne, le lundi 26 octobre, au Ministère de la Défense.

Nous appelons les objecteurs bénéficiant des mesures suspensives du décret ainsi que les futurs demandeurs du statut à se regrouper et mener une lutte contre la conscription et la militarisation de la société».

(1) les 2 permanents en question, travaillant au nom de l'OP 20 ont été placés là par le groupe de Paris, mettant devant le fait accompli les autres OP 20, à qui l'on demande maintenant de l'argent pour les rémunérer.

(2) la lettre du statut est la suivante « en raison de mes convictions profondes dont je ne reconnais à personne le droit d'en juger la sincérité et le bien fondé, je me déclare objecteur de conscience.

Je tiens donc à bénéficier des dispositions de la loi 71424 du 10 juin 1971»

A envoyer au Ministère de la Défense 14 rue St Dominique 75007 Paris (en recommandé avec accusé de reception).

(3) la coordination nationale : son rôle est de tenir le fichier des objecteurs collectifs, de répondre au courrier, d'animer également, de faire l'ordre du jour des assemblées générales, convoquées uniquement quand il y a des décisions à prendre qui engagent tout le mouvement. Son adresse :
OBJECTION COLLECTIVE
BP 35 69550 AMPLEPLUIS

(4) coordination matérielle assurée par le C 20 Grenoble

INSOUMISSIONS

Le C.I.A. est né

Après la venue, aux rênes de l'Etat, de nos nouveaux maîtres sociaux-démocrates, beaucoup d'entre nous se demandèrent ce qu'allaient faire les insoumis totaux du Groupe Révolutionnaire Insoumission Totale, des Comités Insoumission Totale, regroupés autour de la structure «Avis de Recherche», en raison de la loi d'amnistie qui allait être présentée et votée au Parlement.

D'abord, après le 10 mai, il a été essayé par de multiples renseignements officieux et officiels, de multiples coups de téléphone, de connaître ce qu'il en retournait de cette fameuse loi promise «large et généreuse».

Le sentiment général, malgré le flou artistique entretenu par le pouvoir (comme dans beaucoup d'autres domaines d'ailleurs) c'est **que la loi ne pouvait qu'être meilleure que celle de Giscard.**

Ce sentiment était nourri par quelques espoirs envers ce nouveau pouvoir et il faut bien le dire, par quelques illusions.

«Le paysage politique a changé, et nous devons faire face à ce nouveau décor, changer nos stratégies, nos méthodes, nos moyens d'actions sous peine de voir l'insoumission militaire s'enfermer dans un ghetto.

(1) «la venue d'un socialiste à la Présidence de la République a provoqué bien des espérances. Un gouvernement de gauche peut desserrer l'étreinte étouffante d'une répression permanente, notamment par l'intermédiaire d'une loi d'amnistie promise large et généreuse».

Nous devons profiter de cette brèche ouverte pour créer de nouveaux espaces de liberté.

(2) Après la parution au Journal Officiel de la loi, la déception fut déjà grande : les insoumis amnistiés restaient astreints au Service National.

De plus, dès le 1er août pour l'un d'eux, et généralement vers la mi-septembre, les insoumis amnistiés recevaient de nouveau leur ordre de route pour le 1er octobre ; des interpellations d'insoumis (qui n'avaient pas été retirés volontairement des fichiers de recherche de gendarmerie) avaient lieu.

D'autres réfractaires croupissaient en prison (il y en a encore actuellement) comme Alain Terrine qui retournait après 6 mois de prison ; il était rappelé au SN, et on lui représentait l'uniforme qu'il refusait de nouveau, il n'a été libéré que depuis quelques jours, on lui parle **aujourd'hui** d'accomplir son Service National sous une forme civile.

C'est de tout ce contexte, d'illusions, de déception et d'écœurement face à ce nouveau pouvoir qu'est né le C.I.A (Collectif Insoumis Amnistiés).

«Lorsque les socialistes sont arrivés au pouvoir, aucun de nous ne s'est fait la moindre illusion sur leur capacité à changer la vie, mais néanmoins nous avons cru qu'au niveau de l'amnistie, Mitterrand ne pouvait pas faire moins que Giscard. Notre surprise a été de découvrir que le seul terrain où il avait décidé de concurrencer son prédécesseur était celui du cynisme». (3)

Ils ont commencé à se faire connaître en investissant avec des bombes fumigènes le congrès PS à Valence.

Leur revendication est pour l'heure d'obtenir :

— la levée des ordres de route et mandats d'arrêts délivrés contre les insoumis amnistiés,

— la libération des insoumis et déserteurs emprisonnés,

— la suppression des obligations militaires pour les insoumis amnistiés.

Leur objectif est de faire signer actuellement par le maximum d'insoumis totaux, déserteurs, objecteurs dont les statuts ont été refusés (0P 20 par exemple) un texte demandant la suppression des obligations militaires.

Une conférence de presse aura lieu à Paris le 26 novembre, le bilan du commencement de cette lutte sera dressé à cette occasion.

Il est évident que les revendications ne seront jamais toutes satisfaites, mais les insoumis, tout en sachant que le pouvoir ne voudra pas perdre la face, espèrent obtenir une réforme de tous ceux qui auront signé le texte.

(4) Réforme obtenue s'il y a rapport de force, et obtenue de façon collective :

Que penser de cette lutte ?

- D'abord qu'elle apparaît un peu comme un baroud d'honneur d'insoumis, qui après avoir vécu plusieurs années dans la clandestinité en sont las
- Une envie de changer d'air pour faire autre chose ou se battre sur d'autres terrains.
- Une certaine lassitude pour quelques animateurs de la structure «Avis de Recherche».

Ils s'en expliquent d'ailleurs dans le dernier numéro.

«Au cœur de l'équipe, nos engagements les uns par rapport aux autres, qui étaient au départ à la dimension de nos amitiés, deviennent imperceptiblement des contrats soumis aux règles du réalisme politique.»

«Nous dûmes nous soumettre à «Avis de Recherche».

Des raisons politiques également.

Si tous s'accordent à dire que le paysage politique a changé, tous ne s'accordent pas sur la stratégie choisie par l'équipe du journal, vécue par certains comme un glissement idéologique, le nouvel Avis de Recherche qui devrait paraître en janvier sera axé sur une structure éclatée et multiple, sensibilisée au développement de l'information, qui remplacerait l'insoumission militaire dans un cadre plus vaste d'insoumission totale et de sensibilité libertaire.

Une sorte d'agence presse libertaire pour Pierre Mortial.

En conclusion, quoi penser de **tout cela ?**

Comme le dit Vaima, qu'il est loin le temps où une affiche d'AR décrétait : «nous n'avons rien à demander au pouvoir en place ni à aucun de ceux qui visent à le remplacer, le premier point de notre programme serait de les détruire tous».

Il y a abandon de l'insoumission clandestine ou semi clandestine et d'un certain nombre d'axes de luttes que le GRIT et les CIT s'étaient fixés.

Axes de lutte qui étaient :

— le développement de la parole des insoumis totaux en cavale par des articles, entrevues, brochures

— auto-édition d'un livre sur les insoumis totaux en cavale (ce livre doit toujours sortir)

— création de CIT pour développer l'information insoumise, par voie de tracts et d'affiches

— coordination face à la répression

— consolidation et développement de l'infrastructure matérielle des réseaux clandestins insoumis (boulots au noir, médecins, entraides).

— travail d'enquête et de dénonciation contre les organismes et les autorités qui luttent contre «l'ennemi intérieur» et qui quadrillent nos vies.

Cet abandon de stratégie, lié au changement de décor politique (mais a-t-il réellement changé surtout concernant le militarisme et la politique militaire : le sort des réfractaires ne semble faire guère de doute, le pouvoir aura besoin que la population accepte passivement ses décisions, les opposants qui menacent de remettre en cause cet assentiment des populations ne peuvent qu'être réprimés), n'est-il pas plutôt vécu comme un constat d'échec de pouvoir vivre malgré la clandestinité, et la possibilité de mettre en place et consolider une infrastructure matérielle qui rende vivable toutes les cavales ?

Mais ne soyons pas trop amers, une certaine lassitude est parfaitement compréhensible ; de plus, des insoumis continuent de vouloir s'organiser collectivement dans la clandestinité. Certains cherchent une porte de sortie honorable, nous n'avons pas à leur jeter la pierre, et face à la répression, nous les soutiendrons.

Ce qui importe, c'est de n'avoir aucune illusion sur le nouveau pouvoir et combattre l'armée et le militarisme plus que jamais.

(1) citations relevées dans le dernier numéro d'Avis de Recherche.

(2) voir Courant Alternatif, texte concernant la loi d'amnistie.

(3) Citation du 4 pages fait par le CIA, distribué lors du Rock des insoumis.

(4) «insoumis depuis plusieurs années pour des raisons politiques ou personnelles, nous tenons à dénoncer la réalité d'une loi d'amnistie connue de tous comme «large et généreuse» : certains «en cavale», d'autres incarcérés, nous apprenons le 4/8/81 la fin des poursuites à notre encontre. Dès septembre, la plupart d'entre nous reçoivent de nouveaux appels ou mieux, de nouveaux ordres de route . Face à cela, nous affirmons collectivement notre résolution à ne pas accepter aujourd'hui, ce que nous refusions hier.

En conséquence, nous demandons la suppression des obligations militaires pour les insoumis et déserteurs amnistiés».

Textes du C.I.A., adresse de contacts :

C.I.A. Daniel AIACHE
Poste Restante, centre Paris 17
110 Avenue de Wagram

L'antimilitarisme dans le Tarn

Où est le Tarn ? Eh bien, si l'on prend la carte géographique du militant, on s'aperçoit que ce département se situe en Occitanie, limité à l'Est par le le plateau du Larzac et à l'Ouest par Golfech, puis au Sud on y aperçoit Toulouse, et au Nord il n'y a rien.

La capitale c'est Albi, célèbre pour la croisade, mais elle ne figure plus dans la généalogie militante.

Le poids de ce passé est contrebalancé par un présent qui est antimilitariste : bravo ! Merci.

En effet dans ce pays existe un groupe antimilitariste qui fonctionne depuis quelques années déjà. Ayant une appellation bien du terroir : le C.O.T. (Collectif d'Objecteurs Tarnais) il orientait son action vers l'objection, en branchement direct avec les CLO, et le renvoi des livrets militaires en soutien à la lutte sur le Larzac.

Par ailleurs, sur le plan local, le gala de soutien, les fêtes, mais aussi ses affichages et ses procès le **popularisaient dans les chaumières**

Or la structure des CLO a bien des difficultés actuellement, et les paysans du Larzac sont revenus à leurs moutons. Donc le groupe antimilitariste fait peau neuve c'est-à-dire prend de nouvelles orientations.

Si les formes d'action traditionnelles ne sont pas abandonnées, le groupe s'oriente vers l'anti-militarisme au sens large lié au moment. Un travail de fond a été produit depuis un an à propos des ordonnances de 58 qui ont abouti à un diaporama en fondu-enchainé. Depuis la rentrée nous nous sommes répartis en commissions sur divers thèmes tels que l'armée et le nucléaire, l'armée et l'éducation, la politique militaire du PS et, science et militarisation.

Côté enseignement, des gens extérieurs au groupe interviennent dans la commission. Une campagne de sensibilisation a été lancée sous forme de tracts et d'une pétition.

Il y a aussi un désir de rencontre avec les autres groupes anti-militaristes de la région pour des échanges de vues, des confrontations de pratiques et pour mener des actions communes. Cela reste, malgré tout, assez limité.

En effet, nous avons organisé une régionale en octobre, or seul le groupe de Toulouse s'y est rendu. Nous y avons discuté des rencontres de l'été (camping AM, rencontre pour la paix sur le **Larzac) qui ont d'ailleurs été à** l'origine des thèmes choisis par les commissions.

Revenons chez nous : avec d'autres associations, nous avons formé un groupement l'APEL (Association Pour l'Expression Libre) qui a fondé un journal JULE (Journal Utile pour la Libre Expression). Ce sens profond de la création qui nous caractérise, permet à des groupes de pouvoir s'exprimer, contrairement à ce qui est toléré dans la presse des annonces de mariage, des vols et autres accidents. Le journal a été jusqu'à présent diffusé de la main à la main gratuitement. Mais rassurez vous ça ne va pas continuer ! Maintenant il faudra payer environ 2 F.

Cet APEL se veut généreux, aussi il a pu se dégotter un local qui permet à ses divers membres de tenir des permanences et d'ouvrir une bibliothèque.

Enfin nous essayons de marquer d'une manière correcte les grandes fêtes de la France glorieuse. Ainsi, à cet effet, il a été joyeusement affiché notre désapprobation aux missiles soviétiques, américains, mais aussi aux petits français, critique qui ne se trouve pas dans les banderoles, ailleurs.

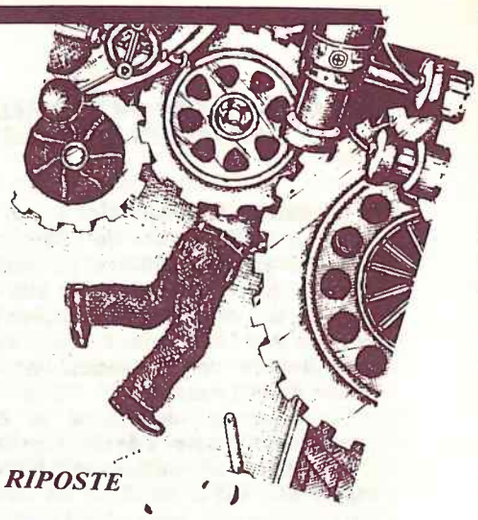
Quant à notre fonctionnement interne, nous essayons de créer des structures de telle manière que les responsabilités, les taches et les décisions soient prises par le maximum de gens.

En conclusion, je signale que le ton du compte-rendu est à l'image du groupe (vous croyez pas que c'est important ?)

P.S. : Nous proposons la location (100 F) ou la vente (500 F) de copies du diaporama. Pour tout contact écrire à :

ENTREPRISES

POITOU Domine : un patronat de choc



28 septembre 81 : 170 licenciements sont prononcés par le syndic à l'union métallurgique de Domine (UMD), usine de Naintré (4000 habitants avec une municipalité communiste, 250 chômeurs) dans la banlieue ouvrière de Chatellerault (Vienne).

2 Novembre : La majorité ouvrière vote la reprise, pour le projet Elf Aquitaine, c'est à dire 110 licenciements : que s'est-il passé ?

1) LE DEMANTELEMENT EN 78

Les problèmes débutent avec la volonté patronale de démanteler l'usine, de tronçonner la fabrication dans les différentes étapes du forage pour rentabiliser et pouvoir échapper, d'une société à l'autre : l'usine est divisée en 5 sociétés :

UMD (matériel de forage, sondage, pétrolier, pour l'eau, les mines, la géothermie, les travaux publics, le bâtiment)

SIV (comptabilité de l'ensemble)

Durlach

Limes et rapes à bois

FCJ (Filtres et crépines Johnson, complémentaire de l'UMD)

Puis deux sociétés sont vendues : Durlach et limes et rapes, en juin 83 il y aura menace de 58 licenciements à « limes et rapes » car son réseau commercial est vendu au Saut du Tarn.

2) LE COULAGE

Début 81, Bachy, PDG représentant la chambre patronale, président de la chambre métallurgique et du CNPF, se retire de l'UMD; il est PDG de FCJ dans des locaux loués par l'UMD.

FCJ reçoit l'aide de l'état : «maintenant qu'il a empoché l'argent, il voudrait se retirer, ce qui créerait de nouveaux problèmes pour l'économie locale » (des militants CGT)

Un administrateur se charge de liquider UMD et SIV, et impose le dépôt de bilan avec liquidation judiciaire en Juin (quelque temps après, les ouvriers obtiennent 4 % d'augmentation, malgré la liquidation). C'est de la provocation, dit la CGT, seul syndicat commun aux entreprises, car après expertise comptable il s'avère que la situation financière de 80, est en nette amélioration, « elle est viable ». Avant janvier 81, UM Domine était la 4e usine sur Chatellerault pour ses salaires, avec 40 heures et travail à la chaîne et surtout OQ.

Septembre 81, le syndic propose une relance : aucune information sur le plan économique, industriel, social ou sur les objectifs de cette « nouvelle société », mais par contre 110 licenciements 52 pré-retraites sur 290 salariés, c'est-à-dire 80 % des syndiqués sont licenciés, comme les militants communistes, c'est-à dire les secteurs les plus combatifs. « C'est inacceptable, on veut couler volontairement les secteurs vitaux de l'usine et chasser ceux qui refusent les licenciements, de plus l'usine ne peut plus tourner ainsi, des secteurs entiers seraient arrêtés ». Moyenne d'âge 42 ans. Déjà il n'y a plus de gardiennage, de balayeurs depuis janvier. Il y a 107 syndiqués.

3) LA RIPOSTE

L'usine est occupée contre tous les licenciements jour et nuit depuis le 28 septembre, 100 à 120 ouvriers par roulement. Il y a 40 femmes, souvent attentistes, car elles doivent garder leurs enfants ; des cas sociaux aussi. Les cadres par contre fuient les discussions. La peur s'instaure (pression du patronat). Les licenciements ont été faits sans aucune consultation du CE, sans respect de la convention collective, ou du règlement intérieur de l'usine. « les syndics sont des liquidateurs c'est-à-dire des avocats nommés par le tribunal de commerce pour gérer l'entreprise, la remettre sur les rails, ils liquident Domine : Mumaux de Poitiers a joué son rôle en tant que liquidateur ». « Nous refusons le dépot de bilan, nous ne voulons pas défendre l'intérêt des capitalistes ». Syndiqués et non syndiqués occupent.

4 responsables syndicaux CGT sont assignés devant le tribunal par le patron de FCJ dont l'usine est dans l'enceinte de l'UM Domine, pour « entrave à la liberté du travail » en fait le patron fait tourner 24h/24 une machine depuis l'occupation en « utilisant seul donc sans sécurité un intérimaire plus maléable » et en faisant faire des heures supplémentaires aux autres. C'est de la provocation (« il faut dire que Bachy PDG de FCJ veut reprendre Domine et donc, c'est lui qui a conduit Domine à licencier 110 personnes Les syndicalistes devront laisser passer les ouvriers de Johnson.

« Domine c'est un test régional comme Renault ».

Pendant l'occupation : entretien des machines et locaux, des contacts sont pris avec les pouvoirs publics (table ronde sur l'emploi avec Cresson, avec le patronat (Elf)). « Cela ne va pas toujours dans le sens où on voulait, pas toujours positif à notre avis ». Blocage de la circulation à Poitiers, et autres actions.

Il faut dire que le patronat agit volontairement, vu la situation politique de Naintré (PC) et Chatellerault (RPR). La CGT a préparé un plan de relance reprenant tout le monde, mais avec des pré-retraites. Les contacts avec les usines de la région se font par l'intermédiaire du syndicat

Le Poitou-charentes et l'emploi...

La situation se dégrade. Les patrons préférant licencier plutôt que de réduire les horaires. Les ouvriers réagissent peu, il n'y a pas de tradition de luttes et ils prennent encore moins leur lutte en main, préférant s'en remettre au syndicat, ou collaborer avec le patronat (Domine). Certains patrons préfèrent passer leur argent en Suisse quitte quelque temps plus tard, s'ils se font prendre, à déposer leur bilan et licencier.

Début octobre : 60 824 demandeurs d'emploi en Poitou Charentes soit près de 10 % d'augmentation en un an.

Dans la Vienne : 14 048 demandeurs d'emploi soit une progression de 7 % depuis août.

- Dépôt de bilan à la Société Française de Polyuréthane à Chauvigny (9 salariés).
- A Renard (Chauvigny) sur les 70 ouvriers en chomage depuis octobre 80 (voir C.A. n° 10) 25 ouvriers vont être repris fin janvier, une cinquantaine l'année suivante, par un patron suédois de meubles en kit.
- A la menuiserie Pérault (Neuil l'Espoir) en liquidation judiciaire, sur les 102 ouvriers, 90 sont repris jusqu'en 83, mais avec des pré-retraites.

4) MAGOUILLES PATRONALES ET DEFAITE SYNDICALE

Le patron Elf Aquitaine et ses asociés proposent : la reprise de 128 personnes, puis, suivant les résultats et en fonction des besoins, priorité sera donnée aux anciens salariés, des contrats de formation pour les personnes licenciées qui seraient réemployées par la société nouvelle à l'issue de la formation.

Le personnel de l'usine et la CGT proposaient : le stock de l'entreprise évalué à 1 milliard 400 millions d'AF ayant été repris par Elf à 30 % de sa valeur, les patrons doivent reprendre 178 personnes avec planning de formation pour les jeunes qui seront réembauchés (leur salaire étant complèté par le patron) et des ressources intactes doivent être garanties aux 56 salariés restant sur la touche.

L'argument de la CGT pour la reprise de 178 personnes est qu'il y a un seuil de productivité à ne pas dépasser.

Là dessus un vote est proposé par les pouvoirs publics et la CGT mais le patronat intervient «par téléphone, pressions, et manipulations, chantages». Le Syndic intervient dans la presse locale en parlant de «restructuration indispensable des entreprises ...»

Le vote donne sur 238 ouvriers de l'UMD et SIV 130 voix au plan Elf et 90 contre ; ce qui signifie en clair : 128 salariés repris, 110 licenciements, et le syndicat est décapité ; concrètement les avantages acquis sont supprimés : plus de cars de ramassage, de bleus de travail, de cantine. De plus, il n'y a pas de contrat. Les ouvriers ont repris le travail amers.

5) SITUATION A CHATELLERAULT

Domine n'est pas un fait isolé, il y a actuellement plus 6000 chômeurs (30 % d'augmentation en un an) sur 48 000 habitants à Chatellerault :

Gallus : groupe multinational d'appareillage médical ; dépot de bilan avant les vacances, occupation de l'usine (160 ouvriers) ; après moultes manifestations (dont l'interpellation avec demande d'explication du ministre Cresson : « Il faut aller au-delà des promesses verbales, aucune solution concrète n'est donnée par le gouvernement »). Gallus serait reprise par la CGER dépendante de la CGE avec 25 salariés la 1e année et 130 en 3 ans. C'est la troisième usine gallus...

Caucheroux . tentative d'enlèvement de ses machines par un patronat suédois pour la vider de sa technologie. Transfert de 9 ouvriers sur une autre usine du même patron.

Isba : fabrication de maisons préfabriquées, 130 ouvriers, 50 sous contrat sont licenciés, 15 jours de fermeture.

Dans les usines de bois les capitaux partent pour la Suède car ailleurs c'est moins cher pour le patronat, mais ce sont les ouvriers qui trinquent. Dans les usines du Chatelleraudais on assiste à une progression CGT au détriment de la CFDT.

Aigle-Hutchinson : 300 personnes au chômage technique pendant 15 jours et 30 pendant un mois.

Prémonville : fabrique d'outils tranchants, après le chômage partiel, le patron menace de licencier 24 personnes ; la précédente demande de licenciement avait été refusée par la direction du travail.

Partout, la CFDT perd du travail.

O.C.L. Poitiers

INTERIM : esclavage du 20ème siècle

L'article qui va suivre peut donner sujet à discussion et ne pose qu'un côté du problème, celui de l'exploitation des intérimaires, en quête d'une embauche définitive, mais pas le problème de ceux et celles préférant le travail intérimaire plutôt que travailler 8 heures par jours dans une même entreprise. Ce n'est donc pas un article qui fait le tour du problème de l'intérim mais simplement l'opinion d'un copain y ayant bossé sur Reims. Mais dans la situation actuelle, l'intérim donne-t-il le choix de bosser quand on a besoin d'unpeu de fric ? Il serait intéressant que d'autres témoignages paraissent dans C.A ... à vos plumes !

La vocation première des maisons intérimaires était d'avoir un personnel pour remplacer ceux de telle ou telle entreprise ayant un congé quelconque (maladie par exemple). Pourtant depuis cette sacro-sainte crise les choses ont bien changé. Et les intérimaires remplacent maintenant... des intérimaires qui seront à leur tour remplacés au bout d'une période plus ou moins longue (voir l'agence P. Vivier avec l'usine Krema). Pour le patron, cette masse humaine est très utile. Quand le carnet de commande est plein, on téléphone à l'agence du coin, quand le travail manque on liquide tout le monde. Et de plus, l'intérimaire rapporte au patron - beaucoup moins de charges ou peut être même pas du tout. Certains sont même actionnaires de telles entreprises L'intérimaire est encore moins bien traité que l'ouvrier « embauché ». A titre d'exemple, chez Resinoplast, la direction, ne veut pas prêter des chaussures de sécurité alors que les autres ouvriers en sont fournis. A la société générale de Fonderie, l'intérimaire est payé au SMIC, alors qu'il doit travailler à la même cadence que ceux qui sont payés au rendement. le droit de grève est interdit pour l'intérim sous peine de voir sa « mission » terminée. Ceci peut être dangereux car comme il y a de plus en plus d'intérim dans les entreprises, on peut en conclure que le droit de grève ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir. Les missions intérimaires peuvent avoir des périodes plus ou moins longues. Le record sont les missions de vingt minutes données par Ecco pour décharger un camion (à la SMAC par exemple). L'intérimaire ne peut avoir aucun projet d'avenir car il ne sait pas s'il travaillera le mois prochain et pour lui, il n'est pas question de vacances (une personne ayant travaillé toute l'année a déjà bien du mal à s'en payer). Supprimer les maisons intérimaires n'est peut être pas la bonne solution (comme le PCF et la CGT voulaient le faire avant les élections, maintenant, c'est passé de mode et à quand les agence intérim nationalisées En effet, ceux occupés dans une usine se trouveraient embauchés définitivement, tandis que les autres se retrouveraient chômeurs et le plus souvent ne percevant aucune indemnité de l'ASSEDIC). La solution n'est pas de supprimer uniquement les agences intérim, mais de détruire complètement cette société capitaliste pour une société libertaire où l'homme ne vivra plus pour l'argent mais pour le bonheur des autres et du sien.

D.

L'ENTREPRISE AU QUOTIDIEN

Champagne

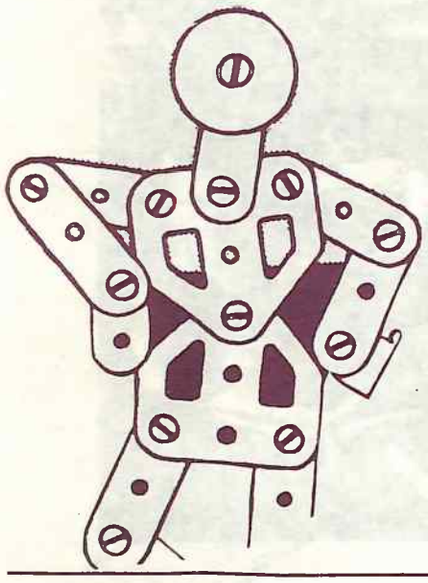
Le 14 octobre le syndicat patronal dans une circulaire envoyée aux délégués des 5 organisations indiquant, je cite :

"Sans attendre davantage, nous vous informons que des démarches préventives sont entreprises auprès des Pouvoirs Publics pour obtenir des mesures incitant au chômage partiel et aux retraites anticipées afin de limiter les licenciements économiques ..."

Le 2 novembre la direction de la CFGV informe le délégué syndical et le comité d'entreprise qu'elle envisage une réduction d'effectif de 8 personnes. (2 départs en retraite et 6 ouvriers de cave).

La demande a été effectuée à l'inspection du travail et à la Direction Départementale. La direction se prend pour l'avant garde du **patronat** de Champagne. Elle espère que les pouvoirs publics vont réagir. Pour le moment on attend la réponse de l'inspection du travail. Rien ne bouge réellement.

Claude GCL Reims



Dans ce numéro devait partaitre un article sur les mouvements «pacifistes» un peu partout en Europe. Nous avions lors de la commission journal de Peyreho rade dégagé quelques points qui devaient servir de base à un article, joints à d'autres réflexions envoyées par d'autres groupes. Ces autres réflexions sont arrivées trop tard pour que l'article puisse être fait. IL PARAITRA DANS LE PROCHAIN NUMERO

ARDENNES

« Le Symbole Manil »

Manil est une fonderie Ardennaise (Vivier-au-court) qui emploie 870 salariés en 1974. C'est aussi une usine qui avait l'exclusivité en France de la fabrication de petites pièces moulées en fonte coquille, selon un procédé EATON.

En 77, une action revendicatrice salariale débouche sur une grève. EATON s'inquiète et l'exclusivité tombe.

C'est le début de la fin de cette entreprise.

En 79 c'est le dépôt de bilan parce qu'EATON cesse son aide financière.

Brève récapitulation, parce que le problème de Manil dépasse la simple fermeture d'une usine sidérurgique (parce que ce n'est pas le seul dépôt de bilan dans les Ardennes).

Manil c'est la CGT, c'est une lutte insufflée par le syndicat de l'usine et par une dizaine de cégétistes qui ne sont pas prêts à se laisser faire.

Luttes après luttes, des manifs aux occupations (la chambre patronale en septembre à Charleville) Manil devient un symbole tandis que le nombre de chômeurs ardennais ne cesse de croître.

Pourquoi parler de ce mouvement ? Parce que la situation économique dans les Ardennes est catastrophique. Parce que fermetures après fermetures, les ouvriers Ardennais sont à «genoux», écrasés par le chômage.

Alors Manil là-dedans n'est qu'un cas particulier. Mais c'est aussi un Plogoff inductriel. Derrière les gégétistes de Manil, un potentiel est né. Chômeurs, ouvriers attendant d'être frappés à leur tour par une nouvelle et sixième fermeture d'usine.

On crée en effet une centrale nucléaire à Chooz, mais pendant ce temps, l'Ardenne meurt.

Le patronat Ardennais connait la situation. Cela se sent. Il a peur de toucher au symbole Manil. Parce que peut-être alors naîtrait un vaste mouvement ouvrier catalisé par cette lutte fétiche qui dure depuis plus de 3 ans maintenant.

Alors voilà, deriière «Manil» tout peut se passer. Mais d'un autre côté (côté patronat et/ou gouvernement), tout est fait en sorte d'éviter le pire.

Alors, à quand l'Ardenne Verte ?

Dominique - Reims

CRITIQUES DE C.A

Certes, la photocomposition et le tirage en off-set apportent une supériorité incontestable dans la présentation des numéros 9 et 10 sur les précédents numéros qui étaient simplement ronéotés. Evidemment il manque la finition de l'agraphage et du massicotage que nous ne pouvons réaliser pour des raisons de délais et de finances. Tout est loin d'être encore satisfaisant. Lors de la dernière commission journal, des critiques ont été faites tant sur la présentation (manque d'illustration au n°9. défauts de maquettage dans le dossier Pologne) que sur le style (jugé par moment «gauchiste», donneur de leçons, ou bien confus et obscur, ou encore pas assez virulent), que sur le contenu (dossier Pologne trop descriptif et insuffisemment analytique. Rubriques «luttes», «entreprise au quotidien», pas assez bien définies quant au contenu...). Ces critiques nous sont utiles, et nous savons que beaucoup reste à faire, nous qui ne sommes pas professionnels du maquettage et encore moins de la rédaction...

NUCLEAIRE REFUS IMMEDIAT

Brochure Editée par l'OCL

Prix : 12.50 F le port en plus

Ecrire à OCL/EGREGORE BP 1213 51058 Reims

VOTRE ENFANT M'INTERESSE

«Votre enfant m'intéresse» est un film militant de J.M CARRE et du collectif LE GRAIN DE SABLE, ce qui implique des problèmes quant à sa diffusion ; néanmoins, il présente un certain intérêt dans la continuation du débat sur l'enfant et plus précisément sur la question de son «élevage».

Après "l'enfant prisonnier" et "alertez les bébés" qui ont commencé à présenter les problèmes du vécu quotidien et du système éducatif, ce film veut contribuer à approfondir le débat sur l'éducation et plus **précisément sur une forme d'éducation dont la seule prise en charge ne soit pas seulement l'affaire des spécialistes (enseignants - parents ...)**

Le film est conçu comme la juxtaposition de deux parties :
— une partie exposant une réalisation concrète d'aujourd'hui : "Vitruve" pour ne pas la nommer,
— une autre partie exposant les différents aspects de l'évolution historique de l'éducation.

meilleure adaptation au progrès technique de la production industrielle.

Dans cette évolution l'enfant est à la fois un outil et l'enjeu principal, ainsi à travers son éducation se trouvent abordées les "valeurs" traditionnelles : la famille, l'amour maternel, la fragilité de l'enfance, l'école, le travail ... autant de "valeurs" reçues qui en finissent par paraître naturelles, justement à travers des générations "éduquées".

Le film expose en effet très bien qu'il n'en a pas toujours été ainsi.
Dans la structure villageoise d'ancien régime, adultes et enfants vivent en effet en relative osmose : tant dans les loisirs que dans le travail. Au 18eme, tout commence à changer à travers la mise à l'école des enfants pauvres visant surtout á en empêcher le vagabondage et l'éventuelle participation aux tumultes et révoltes concomitants. De même qu'à travers l'encadrement de la maternité par les sociétés philantrophiques (prime d'allaitement etc ...).

Ce film permet, en réexposant les valeurs de la bourgeoisie du 19eme aujourd'hui en faillite, d'éclairer l'actuelle "crise des institutions" et par là d'entrevoir les perspectives que cet écroulement ouvre.
Il permet aussi de rappeler l'enjeu de l'éducation ; déjà fort bien perçu au 19eme non seulement par la bourgeoisie mais aussi par les travailleurs :
"L'EDUCATION EST UN PROBLEME D'UNE GRANDE IMPORTANCE DANS LA SOCIETE FUTURE PUISQUE NULLE REVOLUTION DESORMAIS NE SERA FECONDE SI UNE VERITABLE EDUCATION INTEGRALE N'EN DEVIENT LE COURONNEMENT" (réunion ouvrière sur l'instauration de l'école publique).

Aujourd'hui le débat sur l'éducation semble se focaliser sur le problème enseignement public/privé-religieux. Alors que le véritable problème se pose bien davantage au niveau des rapports entre école et travail, et la transformation du statut social de l'enfant.

Ainsi on peut voir aborder l'ensemble des lieux où l'enfant évolue : la famille, l'école, voire le monde du travail.
A travers des activités concrètes : faire un restaurant, fabriquer des jouets pour une ludothèque, faire une pièce de théatre etc ... Vitruve montre comment il est possible que l'enfant reprenne une parole sociale, comment il peut commencer à se réintroduire dans la société ...

Parallèlement se juxtapose un exposé théorique et historique des moyens par lesquels la bourgeoisie a peu à peu pris en main l'éducation afin de mieux canaliser la population tant du point de vue de la révolte sociale que dans un but d'une

La bourgeoisie va de façon croissante tâcher d'amener la famille ouvrière au modèle bourgeois, créant ainsi la fixité des lieux et les obligations désormais nécessaires à la production industrielle.

Ces réflexions "historiques" par comparaison à la période actuelle, offrent des éléments d'analyse du véritable rôle des allocations familiales et autres D.A.S.S. et PMI à tous ceux qui auraient encore des illusions sur le véritable sens de cette "protection".
De même que l'exposition du rôle socio-économique du "logement ouvrier" permet de comprendre la fonction d'isolement de nos actuelles cités HLM.

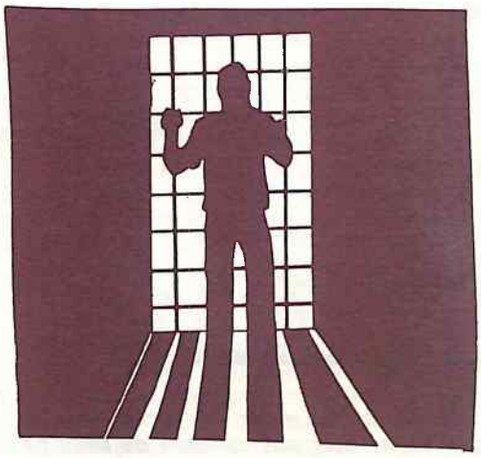
La question "quoi apprendre et pourquoi faire ?" conditionne en grande partie la situation sociale des non adultes.

Si le film "votre enfant m'intéresse", par le biais de la comparaison d'un processus historique avec une expérience alternative actuelle permet de rencontrer le débat "enfant et société" il aura été un film utile.

Il est donc à voir (à utiliser ?) pour mieux situer et aider toutes pratiques anarchistes dans l'enseignement, contre l'école laïque-gratuite-et-obligatoire de J. Ferry et surtout contre les "valeurs" qui la soutendent.

PSYCHIATRIE

Le système psychiatrique en france ou l'organisation de l'exclusion et de la normalisation.



Ministère de la santé et de la sécurité sociale
Direction générale de la santé et des hopitaux
Sous direction de la prospective
et de la carte sanitaire
Bureau des études et du plan

Septembre 1980

Bilan de la politique psycchiatrique en France
(1960 - 1980)

Les maladies mentales ont souvent bénéficié au sein des systèmes de santé d'un statut qui leur était propre. En France, elles se sont longtemps identifiées à la présence d'asiles psychiatriques dont la vocation essentielle était et **reste encore dans une certaine mesure**, d'assurer la **protection de la collectivité contre les agissements de ceux qui en étaient atteints.**

De quelle protection s'agit-il ? et la collectivité ne serait-elle pas réduite, plutôt aux intérêts de la classe dirigeante ?

Dès son arrivée au pouvoir, la Bourgeoisie légifère et s'organise. Son but avoué est de protéger la propriété privée, la famille, la morale contre la classe dite «dangereuse» : **Le prolétariat.** Ceci va de paire avec un discours humaniste diffusé par ses philosophes, ses médecins-hygiénistes et ses pédagogues.

Une série de textes de loi va donc organiser la santé publique, l'école publique, le droit et la répression de toute forme de «déviance» aux normes en vigueur.

Ces textes remaniés ou non servent encore de base à notre système juridique. La loi de 1838 organisant le système psychiatrique français est de ceux là. Cette loi est intégrée actuellement au code de la santé publique. Elle prévoit un «asile d'aliéné» par Département et leur gestion ; elle organise les différents modes de placements des aliénés (modes d'enfermement), la gestion de leurs biens, délimite leurs capacités juridiques. Elle reconnait comme seuls techniciens de la «Psy», les médecins psychiatres ou non, les juristes et les administratifs.

L'ordonnance de 1839 précise le fonctionnement de l'asile : salubrité, hygiène, **séparation absolue des sexes** et des diverses catégories de «malades».

Le règlement intérieur de chaque asile est contrôlé par le préfet. Dans ce lieu d'enfermement, sous couvert de soins, le médecin joue le rôle de garant de l'ordre moral-social. Le «malade mental», placé autoritairement, devient dans la plupart des cas un «incapable majeur». La gestion de ses biens, lorsqu'il en a, sera étroitement contrôlé ou lui sera enlevé.

D'autres lois viennent renforcer le contrôle social de la «déviance».

- La loi de 1954 «sur les alcooliques dangereux pour autrui». Elle prévoit un dispositif de placement contraignant dans un lieu de soins spécialisés. Régi par les autorités médicales, juridiques et administratives, l'organisme central de ce dispositif est la D.D.A.S.S.

- La loi de 1970 sur la Toxicomanie. Elle associe l'action médico-sociale à la répression : Les «usagers» signalés par les autorités judiciaires peuvent éviter les poursuites s'ils acceptent de se faire «soigner».

CENTRE PENITENTIAIRE DE FLEURY-MEROGIS
91705 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS Tél. 016-91-50

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

PERSONNALITE et COMPORTEMENT

1. AUDIENCE DES ARRIVANTS

du _____ 197__

☐ D 1
☐ D 2
☐ D 3
☐ D 4 ☐ CMP ☐ INF
☐ D 5
☐ CJD
☐ MAF

NOM et PRENOMS : _____ N° d'écrou : _____
NE le _____ Age : _____
N° de Sécurité Sociale _____

1° ORIGINE :
— Nationalité : Française - Etrangère : En France depuis :
— Connaissance de la langue française parlée : Correcte - Moyenne - Médiocre - Nulle
— Langue étrangère parlée _____

2° NIVEAU D'INSTRUCTION :
☐ Illettré ☐ Sait lire et écrire Niveau C.E.P. ☐ B.E.P.C. ☐
C.E.P. : ☐ Oui ☐ Non B.E.P.C. : ☐ Oui ☐ Non
Autres diplômes :
Intelligence : normale - débile léger - débile profond

3° SITUATION PROFESSIONNELLE :
— Métier appris : C.F.P.A. ☐ C.A.P. ☐ Centre d'apprentissage ☐ Sur le tas ☐
— Professions exercées : _____ Depuis combien de temps : ans mois
— Désire-t-il travailler à la M.A. : ☐ Oui ☐ Non
Si oui : en classe ☐ en préformation ☐ en ateliers ☐ ☐ Classé à ☐ Mis en réserve ☐ A ne pas classer

4° SITUATION DE FAMILLE :
☐ Célibataire ☐ Marié ☐ En instance divorce ☐ Divorcé ☐ Séparé ☐ Veuf
Nombre d'enfants :
— En cohabitation avec Mme, Mlle _____ Depuis _____ Age _____
— Résidence : ☐ Adresse du dossier pénal — Autre adresse : ☐ dans sa famille ☐ en hôtel ☐ en foyer

5° INFRACTIONS :
— Exposé très sommaire des faits :
— Noms et prénoms des complices :

6° ANTECEDENTS JUDICIAIRES :
☐ Primaire — Déjà condamné fois

7° CATEGORIE PENALE :
☐ Prévenu ☐ Condamné ☐ Appelant ☐ En pourvoi
☐ Affaire libre ☐ Autre mandat de dépôt ☐ Autre condamnation

8° PASSE PENITENTIAIRE
☐ A déjà été écroué au CP/FM, Bât. _____ en _____
☐ A été détenu précédemment _____
☐ A bénéficié :
— d'autorisation de sortie ☐
— d'une mesure de semi-liberté ☐
— d'une libération conditionnelle ☐
— d'une suspension de peine ☐
— d'un fractionnement de peine ☐
☐ Incidents en cours de détention :
☐ Tentative de suicide
☐ Mouvement collectif
☐ Quartier de Sécurité
☐ Evasion :
à partir de la détention ☐
à partir d'une A.S. ☐
à partir d'une semi-liberté ☐

9° PROVENANCE
☐ Liberté ☐ Transfert judiciaire ☐ Transfert adm. ☐ Changement de tripale
Désencombrement ☐
Disciplinaire ☐

10° APTITUDE PHYSIQUE aux sports et au Travail
☐ Apte
☐ Inapte Temporaire ☐ Définif ☐

11° COMPORTEMENT A L'ARRIVEE
☐ Normal ☐ Agressif ☐ Leader à isoler ☐ Anormal ☐ Dépressif

12° DECISION D'AFFECTATION
☐ Etiquette rouge (PC)
☐ Etiquette bleu foncé (ψ)
☐ Etiquette verte (mineur 16-18 ans)
☐ Etiquette jaune (homosexuel)
☐ Etiquette bleu clair (intoxiqué)
☐ Etiquette marron (DPD)
☐ A tripler ou doubler
☐ A placer seul
☐ A isoler à la demande du J.I.
☐ A présenter en urgence au Médecin-Chef
☐ A présenter au Médecin-Psychiatre
☐ Vu au CMP ☐ Sans suite
☐ A présenter en urgence à l'Assistance Sociale
☐ A présenter en urgence à l'Educateur

Le Sous-Directeur ou le Chef de Détention.

II — EVOLUTION DE LA SITUATION PENALE

Dans le cadre de ces deux lois, le psychiatre soignant est tenu de faire un rapport aux autorités judiciaires compétentes concernant le suivi du «malade» sur le lieu de soin.

De même, le «toxicomane délinquant» est tenu de prouver, certificat médical à l'appui, sa bonne volonté au commissariat de police du coin.

Parallèlement aux textes de 1954 et 1970, paraissent des circulaires ayant pour but l'humanisation des HP et l'ouverture de ceux-ci sur l'extérieur.

Puis, c'est la mise en place du secteur psychiatrique 1960 - 1972 -1974.

Les exigences qui ont fait naître le secteur d'après le manuel de «soins infirmiers en psychiatrie» (Vinatier) :

«- *Diversité nécessaire des formations des soins d'assistance (l'hopital ...ne suffisent plus).*

- ***Extension dans la société du champ de la psychiatrie** (non plus au plan des individus ou des familles, mais au travail, à l'école, et dans toute la cité ...»*

Le système psychiatrique s'organise, ses ramifications s'étendent peu à peu à tous les secteurs de la vie sociale. Sous couvert de prophylaxie et de dépistage s'ouvrent des dispensaires d'hygiène mentale sur le modèle des dispensaires anti-vénériens et anti-tuberculeux.

En avant pour la santé morale, physique et mentale de la population. Mais de quelle population ?

Le secteur privé : 222 établissements recensés, 15 130 «lits» reçoivent les privilégiés ; ceux qui peuvent payer ou participer au paiement.

le secteur public ou faisant fonction de public : 185 établissements, 130 859 lits. ce sont les HP. Ils sont censés recevoir tous les types de population. Mais en réalité les familles aisées choisissent plutôt pour leurs «malades», les cliniques privées, lieux moins marqués par la folie. les cliniques, sont pourtant le plus souvent très carcérales malgré les apparences, les soins réduits aux actes onéreux (tels les électrochocs) et la chimiothérapie.

Le système psychiatrique public s'occupe donc en particulier de la «santé mentale» des «défavorisés».

Avec la mise en place de la sectorisation, elle intervient dans le champ social, traque les enfants à problèmes, dans les «familles à risques»
(AUDASS et GAMIN), peut intervenir sur un lieu de travail lorsqu'un travailleur «va mal», reçoit dans ses circuits les échecs scolaires. Prise en charge de soins, mais aussi contrôle social d'une population quadrillée par le découpage sectoriel.

A cette psychiatrie publique liée à l'institution HP, vient s'ajouter un ensemble d'équipes psy qui interviennent dans des lieux spécifiques. Ce sont les G.A.P., I.M.P., IMPRO, CAT, CMPP et j'en oublie certainement. Les équipes ne dépendent pas directement du système psych. traditionnel, mais contribuent au «dépistage» et à la ségrégation de ceux que l'on appelle handicapés ou malades mentaux.

Dans les IMP, CMPP, CAT ou ateliers protégés sont «suivis» ou pris en charge 450 000 enfants, adolescents et adultes de moins de 25 ans.

Selon le rapport du Ministère cité plus haut, ce sont des problèmes psycho-sociaux que l'on catégorise ainsi :

— 330 000 handicapés mentaux :
72 % de débiles légers
18 % de débiles moyens
10 % de débiles profonds

— 120 000 restant :
67 % de cas sociaux
27 % de troubles du comportement
6 % de troubles psych. graves

Lorqu'on sait à quels critères de classe correspond le quotient intellectuel, ces chiffres parlent d'eux-même.

Les exclus sont les enfants des mal logés, des abrutis par le travail, de ceux qui n'ont pas accès à la culture dominante. Ce sont en ville, les enfants des cité-dortoirs, des ghettos ouvriers construits par le pouvoir. Ce sont à la campagne les enfants des chômeurs, ouvriers agricoles ou paysans pauvres.

Exclus de la société parce que déviants et non rentables dans les usines du capital, on les exploitera dans des CAT ou des ateliers protégés.

Si dans ces institutions ils posent des problèmes disciplinaires, on les dirigera vers les H.P. où ils accroîtront le nombre des «chroniques» (malades relativement autonomes qui forment les piliers de l'HP et font rentrer les prix des journées).

Le petit nombre d'entre eux qui sortiront de ces institutions retrouveront, au plus bas de l'échelle, les circuits traditionnels de l'exploitation ouvrière. Ils auront en plus un passé psychiatrique qui les rendra suspects et passibles de l'enfermement à la moindre pécadille.

Les équipes de santé mentale, de gardiennes de l'ordre, deviennent garant d'une norme sociale et **soignant** d'un désordre qu'on appelle maladie mentale.

Piètres réparateurs de troubles dûs à la surexploitation, aux mauvaises conditions de vie, à la misère, à l'angoisse qu'elle engendre.

Les équipes sont appelées à l'aide par les municipalités, les CAF, les PMI, les maisons de retraites, les éducateurs, l'école et même les prisons. Dépistage ou ségrégation, normalisation, régulation du système, voilà ce qu'on leur demande. Cela s'appelle soins, prise en charge des individus qui causent le trouble social ou carcéral.

Lorque la législation ne les y oblige pas tout simplement, elles acceptent ce rôle sous prétexte que l'individu présenté souffre ou peut être dangereux.

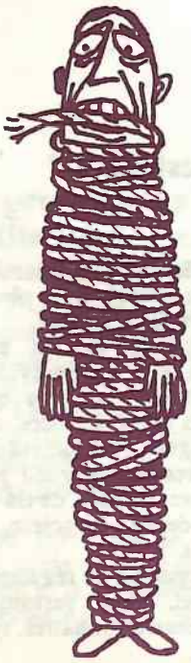
A elles de régler le problème soit dans le milieu social, soit par l'hospitalisation, cela selon les possibilités locales ou l'idéologie de l'équipe en question.

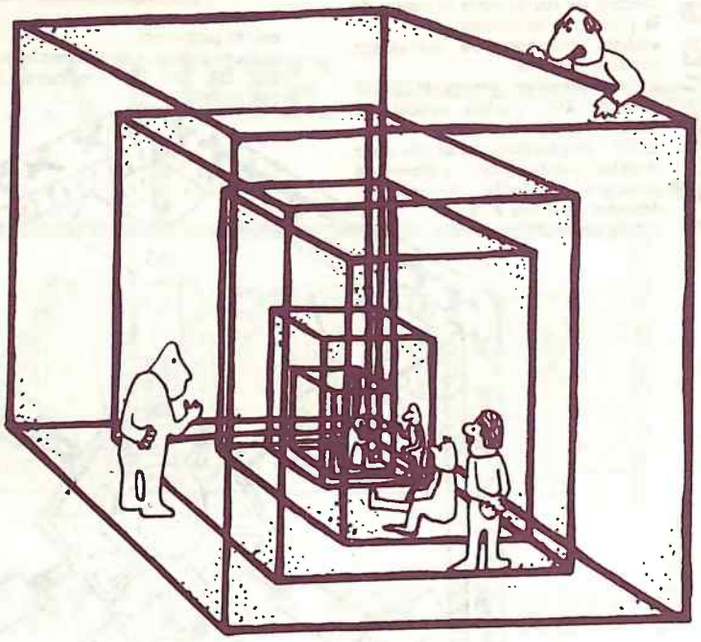
Certains refusent de jouer ce rôle de flux social, d'autres jouent le jeu à fond. Fondamentalement cela na change pas la fonction de la psychiatrie.

Si quelques souffrances individuelles sont soulagées, il ne faut pas se leurrer. **Elles font exception. L'échec total ou partiel est souvent de règle.**

La psychiatrie se prétend science médicale mais la pluralité de ses courants comme de ses pratiques relèvent plus de convictions éthiques que de connaissances réelles sur les causes de ce qu'on appelle psychoses et névroses. Ce qui peut expliquer en grande partie ses échecs dans les soins de ces mêmes «maladies».

Le système psychiatrique, tel qu'il existe actuellement, est plus une institution d'Etat q'un moyen de soins, à ce titre il n'est pas question de le réformer, mais de le détruire.





La grande valse des circuits de la psy commence

-L'ASILE, HP, devenu centre psychotérapique, puis centre hospitalier spécialisé est l'organisation de base de la psy. L'humanisation est passée, là, par le mot, par circulaires interposées.

Il existe des variations dans le fonctionnement interne d'un CHS à l'autre en fonction de leur implantation, de leur passé historique, des médecins-chefs de service des directeurs administratifs, des DDASS et des rapports de force en présence : implantation syndicale, politique ou autre.

Certains sont encore des lieux fermés à double tour, employant la chimiothérapie à outrance, les électrochocs, les moyens de contention, les cellules ; les cours qui séparent les services sont fermées et et grillagées, la séparation des sexes érigée en principe.

Dans d'autres, les «soignés» peuvent circuler librement à l'intérieur de l'hopital. sortir à l'extérieur en «permission» sous réserve de l'autorisation du médecin-chef.

Ils vont même jusqu'a fonctionner comme des micro-sociétés avec leur église, leur centre social, leurs boutiques etc..., ce sont les hop-itaux villages de la psychothérapie institutionnelle.

Quelque soit le modèle, ils sont avant tout lieux d'exclusion où le personnel exerce une fonction de gardiennage, plus que lieux de soins quoiqu'en disent certains penseurs humanistes de la Psy.

-LES HOPITAUX DE FORCE (henri Collin - Cadillac ...). Ce sont des hopitaux Psy à vocation punitive où la «sécurité» c'est à dire l'enfermement est hautement renforçé. Ils surveillent (c'est un grand mot) les médico-légaux, des fous dits dangereux ou des hospitalisés posant des problèmes (violence ou fortes têtes) dans les CHS dits normaux. C'est un lieu d'exclusion des exclus, ceux dont ne veulent ni les prisons ni les CHS.

La camisole chimique y fonctionne à plein rendement, les moyens de contentions sont divers et fonctionnels, les cellules y sont de règle. Les tables et bancs scellés au sol comme à Cadillac, les fouilles à poil de rigueur quotidiennement. Aucun infirmier ne doit rentrer seul dans un dortoir la nuit et les pensionnaires sont obligés de pisser et chier dans un seau au su et au vu de tous. Les chiottes de jour cachent juste le bidet afin que l'infirmier puisse surveiller à tout moment ce qui pourrait se passer. C'est la dépersonnalisation poussée à l'extrême, c'est n'avoir aucune vie personnelle affective ou sexuelle hors du regard des autres. C'est le pire de la prison et de la psychiatrie réunis. On en sort maté ou on n'en sort pas.

- LES SATELLITES :

-255 Hopitaux de jour
-108 hopitaux de nuit
-72 foyers de post cure (dont 15 pour alcooliques).

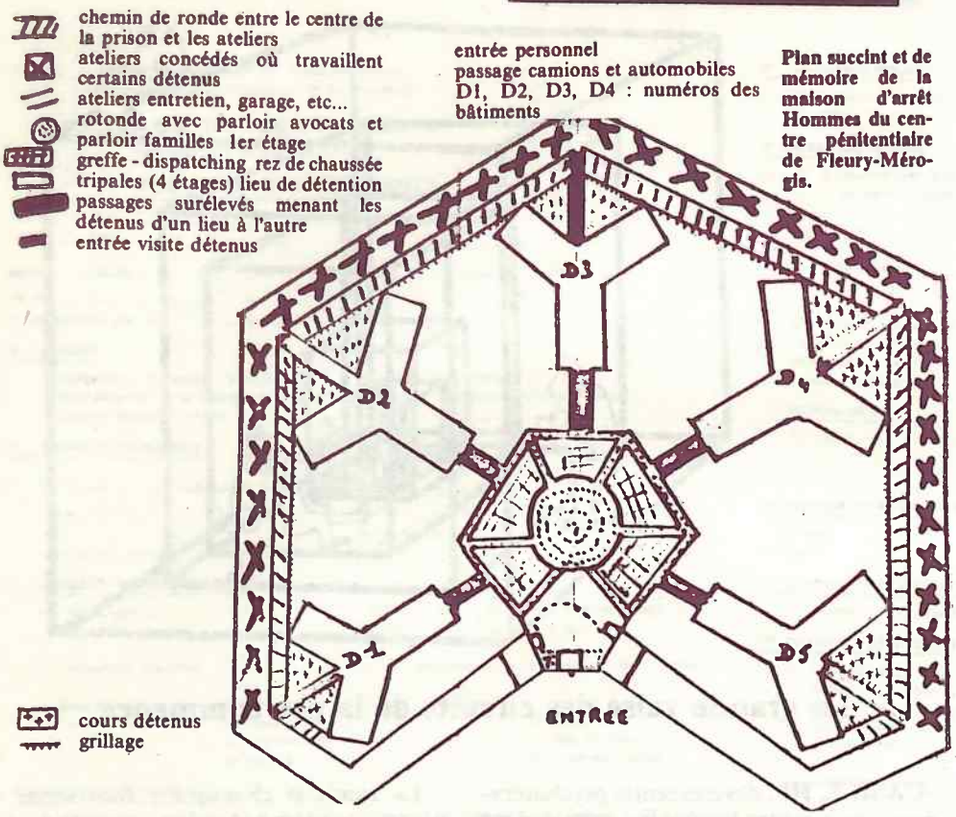
Les structures accueillent des cas dits légers à temps partiel ou sont des lieux de transition entre l'hospitalisation et la «réintégration sociale».

La vie est communautaire, les horaires stricts , les «écarts de conduite» mal tolérés.

Dans les foyers de post-cure et les hopitaux de nuit, la recherche active d'un emploi est la règle pour ceux qui y sont admis et l'assiduité au travail considérée comme une preuve de guérison. C'est l'idéologie de l'ergothérapie ou réadaptation par le travail.

Ceux qui ne se plient pas à ces règles sont renvoyés à l'HP. Outre le chômage, les employeurs acceptent difficilement d'employer des psychiatrisés (fous) ou leur offre un salaire de misère pour les travaux les plus rebutants et les moins qualifiés.

Ce qui n'empêche nullement le personnel, syndicaliste ou non, communiste socialiste ou autre d'exiger de ces gens un travail régulier.



Plan succint et de mémoire de la maison d'arrêt Hommes du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis.

- LES CENTRES DE SOIN OU DISPENSAIRES D'HYGIENE MENTALE.: 2763 points de consultation dont il serait intéressant de situer les implantations géographiques. Ils ont un but officiel de dépistage, prévention et de suivi thérapeutique.

Les gens sont sensés y venir consulter librement. C'est quelquefois le cas. Surtout dans les classes moyennes. Dans ceux que je connais, en banlieue Parisienne, les consultants y sont souvent dirigés par les différentes instance sociales. Ce sont les cas sociaux, les familles à risque, les échecs scolaires, les alcooliques ou les toxicomanes. Quelque soit l'étiquette qu'on leur colle sur le dos, c'est la norme, plus que le problème psychologique (lorsqu'il existe) qui est mise en avant par celui qui envoie.

Je le répète, c'est à l'équipe psy de se débrouiller avec son idéologie mais de toute façon, le système fonctionne. C'est à elle de réparer la force de travail, de récupérer les déchets de l'exploitation, d'individualiser le problème, d'éteindre la possibilité, si elle existe, d'une prise de conscience et d'une révolte. A elle de limiter la gène que pourrait causer les «cas socio-psy».

Si les «soins» en dispensaire ne suffisent pas, il reste l'hospitalisation. La mise à l'écart des gênants.

Mais ce n'est pas si simple car la souffrance sociale ou autre est bien réelle, et pour le médecin ou l'infirmier qui voudrait aider un minimum sur le plan individuel, le système coince. Outre l'institution psychiatrique elle même au niveau quotidien, c'est la lutte avec les collègues de droite, de gauche ou syndicalistes. Du haut en bas de l'échelle ce sont les revendications catégorielles jointes à la défense de la profession et cela pose la perennité du système.

PRISON ET PSYCHIATRIE

La Psy est aussi dans les tôles. Le personnel de l'équipe est soit directement employé par l'administration pénitentiaire, soit par la DDASS du lieu d'implantation de la prison. A Fleury-Mérogis fonctionne un service Psy. C'est le 11eme secteur de l'Essonne dont le personnel dépend de la DDASS et est payé par l'intermédiaire de l'HP d'Etampes. Un service occupe une aile du D4, c'est le CMP (centre médico psychologique).

Le CMP a un service d'hospitalisation au D4, mais a un lieu de consultation dans chaque tripale de la maison d'arrêt homme (DAH) et du centre de jeunes détenus (CJD). Lors de l'accueil des détenus, il détecte les détenus Psy, et selon les cas, les hospitalise au CMP ou les soigne dans leur quartier d'affectation.

Quoiqu'il s'en défende, son rôle est aussi de médiatiser les conflits et de dédramatiser certaines situations dues aux conditions d'incarcération.

La chimiothérapie est le grand support de son action et, Fleury-Mérogis comme d'autres tôles d'ailleurs est un des meilleurs clients des trusts pharmaceutiques. Son rôle est clair, tout au moins pour l'AP (administration pénitentiaire) : il doit permettre de normaliser le fonctionnement interne de la tôle afin d'éviter les coups durs, tels que révoltes ou plus couramment suicides.

A côté de cela, on lui laisse la possibilité de prendre au CMP, quelques détenus choisis par le médecin, choisis à ce que j'en ai vu sur des bases de classe (intellectuels ou PDG fraudeurs) afin de la protéger de la dégradation morale et intellectuelle dûe à l'incarcération, ces doubles exclus bénéficiant d'un régime de faveur, télé, atelier d'ergothérapie, horaires et mode de vie plus souple, relation avec les suveillants moins rigides que dans les autres quartiers. Ceci étant dû à des négociations engagées entre le médecin chef du CMP et le directeur de la MAH. Service pour service. On trouvait dans ce service d'authentiques psychotiques, incarcérés pour un motif mineur, mais qui du fait de l'article 54 du code pénal attendaient leur jugement encore plus longtemps que les autres détenus. Leur avenir était soit le placement en HP, soit le placement en hopital de force.

Des deux modes d'incarcération, ce sont finalement les experts psychiatriques qui décident.

Finalement, la psychiatrie, c'est quoi ?

Un système de soins ? cela reste à prouver.

Un système d'enfermement avec ses hopitaux, cela est certain.

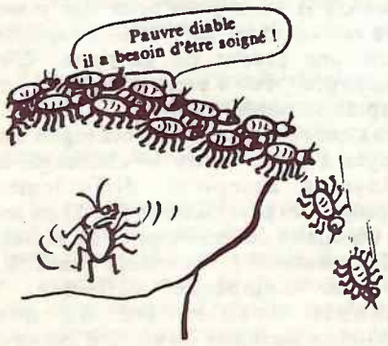
- Mais son extension dans tout le champ de la vie sociale en fait un système extrêmement efficace de renforcement de la ségrégation.

Cette ségrégation concerne tous ceux qui sont en dehors des normes de la classe dominante, tous ceux qui ne sont pas rentables pour le capitalisme libéral, social démocrate ou d'Etat, tous ceux qui ne correspondent pas à une certaine morale de la famille «saine», de l' éducation des enfants.

C'est en ville, dans les quartiers ghettos que le système social bien en place, aidé des psychiatres, va faire son tri.

- la psychiatrie est un système de normalisation, elle va individualiser les problèmes : c'est l'individu qui va mal parce que son mari, sa mère, son père ... alors, on soigne, et l'individu redevient normal ou presque, reprend son rôle de femme, de mère, de père, de travailleur, un peu soulagé de son angoisse, jusqu'à la prochaine fois.

- C'est un système de régulation dans le champ social, mais surtout dans les systèmes concentrationnaires, type prison, hospices etc...



Monsieur RALITE veut abroger la loi de 1838, très bien, en finir avec l'asile, BRAVO.

Mais les communistes le disent si bien, ce sont leurs psychiatres de Gôche qui ont préconisé la psychothérapie institutionnelle, qui ont donné les fameux hopitaux villages aussi asilaires que les autres maintenant. Ce sont dans ces hopitaux que sont fortement implantés communistes et socialistes et leurs syndicats ; ce sont eux aussi qui se sont majoritairement opposés au démantèlement de l'Asile par peur de la suppression de l'emploi ; ce sont eux qui dans les assemblées syndicales se sont toujours beaucoup plus préoccupés des revendications catégorielles que des intérêts des hospitalisés. Je parle d'une majorité, pas de cas d'espèces.

Ce sont les psychiatres de gôche qui se sont battus à la Libération, pour la sectorisation, qui ont ouvert les hopitaux de jour, de nuit, les foyers de post-cures, les appartements thérapeutiques.
«ne pas laisser se reconstituer ailleurs de nouveaux asiles». Mais que sont ces petits satellites sinon de petits asiles qui ne portent pas leur nom.

Bien sûr l'Asile s'est humanisé mais le secteur a recruté pour lui.

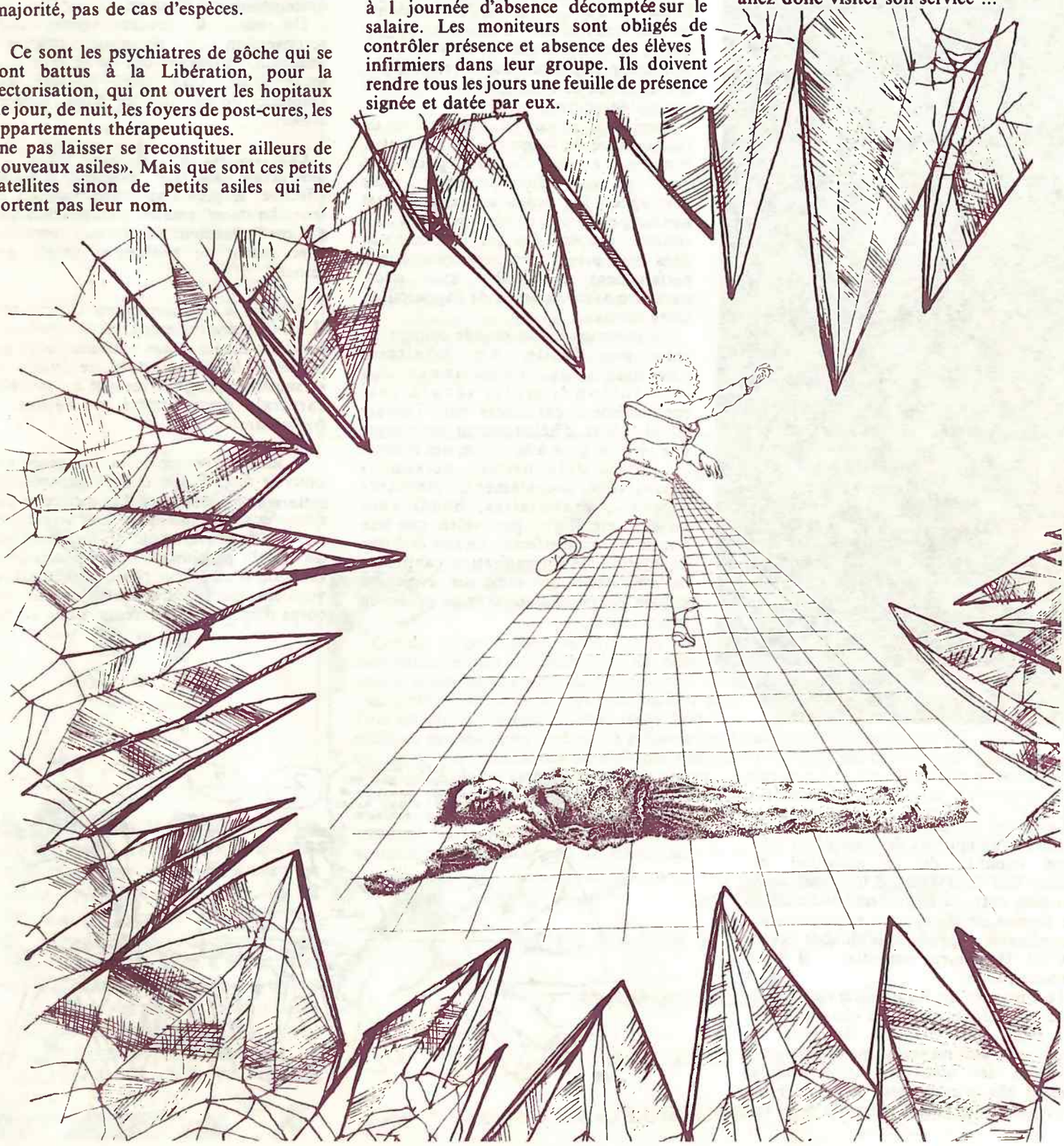
Recruter du personnel pour soigner qui, quoi ? Les psychoses, les névroses, ou la déviance aux normes communistes. On ne parle pas d'abroger la loi de 1970 sur la toxicomanie ?

La formation des nouveaux infirmiers ? Rien que cela mériterait un article complet. Mais la pratique ?
Au centre de formation d'Etampes, sur 15 moniteurs, 1 directeur et deux moniteurs PS, 3 moniteurs PC. Le règne de la magouille. Le directeur place ses amis, déplace les autres ou les vide.
Les retards des élèves à partir de 9H 30 (les cours commencent à 9 H) valent d'1/2 à 1 journée d'absence décomptée sur le salaire. Les moniteurs sont obligés de contrôler présence et absence des élèves infirmiers dans leur groupe. Ils doivent rendre tous les jours une feuille de présence signée et datée par eux.

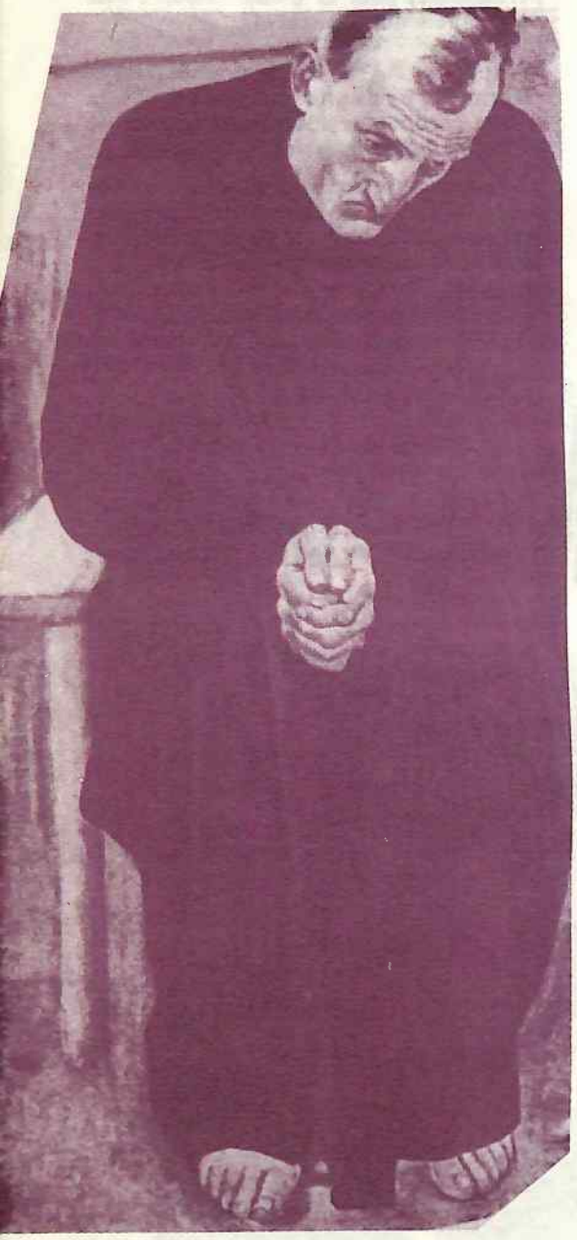
Plus question de la semaine de 35 heures, il faut engager des négociations avec le directeur du CF pour aménager les 38 H. Il a empêché, en donnant un avis défavorable, la mutation demandée par une monitrice dégoutée de ce qui se passe là. Une autre monitrice s'est vue refusée une action de formation (formation permanente) pour la même raison : avis défavorable du directeur du CF.

Monsieur RALITE veut donner dans la réformette, un de plus, mais elle risque de rendre encore plus adapté aux besoins de l'Etat, le système psychiatrique actuel.

«*La psychiatrie doit être faite/défaite par tous*». C'est un psychiatre de Fleury les Aubrais qui l'a écrit ; la formule est jolie, allez donc visiter son service ...



Psychiatrie New-Look



Hodler "Ames déçues" 1892
Photo Dubout (Jardin des Arts)

Les luttes actuelles en psychiatrie, les objectifs susceptibles de rassembler une force capable de se mobiliser et d'intervenir dans la réalité, tournent, sans conteste, autour du problème de l'asile et des formes de ségrégation et de pouvoir disciplinaire, répressif qui lui sont liées.

C'est là l'enjeu immédiat : **il faut détruire l'asile.**

Le discours de Ralite intervient ici à point nommé, et il y a des chances dans les mois qui viennent de voir la machinerie stalinienne se mobiliser pour défendre des idées sur quoi jusqu'à présent elle n'avait cessé de cracher. Il n'est pas sûr que celà puisse se faire en douceur, les pesanteurs, les archaïsmes, des attitudes et des lignes de conduites répétées par une C.G.T. défendant l'outil de travail, lié au fait que la destruction des concentrations asilaires dispersant les soignants en petites unités, ne lui permettrait plus d'exercer son pouvoir syndical, laissent présager que des contradictions devraient apparaitre. Il n'est pas sûr non plus que le discours de Ralite et du P.C. ne soit qu'une modalité verbale sans réel désir d'action, un slogan qui ne se donnera pas les moyens de sa réalisation et permettrait de reconstituer une audience et d'occuper le devant de la scène idéologique.

Quoi qu'il en soit et compte tenu de l'importance de l'appareil CGT-PC avec le ministre en tête, c'est là un point avec quoi il va falloir compter pour développer les luttes anti-asilaires, et surtout pour éviter qu'elles ne soient tout entières, chapeautées par les staliniens dans un projet technobureaucratique parfaitement compatible avec une transformation majeure de l'appareil de santé mental.

La destruction du monde asilaire ne sera pas facile. Les hôpitaux psychiatriques constituent des institutions multi-séculaires, profondément enracinées dans l'espace social. Lieux d'hébergement pour toute une série de gens à la dérive, des milieux les plus défavorisés, personnes désinsérées socialement, vieillards déments, grabataires, handicapés majeurs, etc, il n'est pas évident que leur remise en cause effective ne soit lié à une liquidation de l'organisation capitaliste de la société et que seule une révolution sociale de grande ampleur ne puisse en venir à bout.

Des résistances énormes vont se manifester, et probablement, d'abord à l'intérieur. Dans la mesure où les H.P. emploient un grand nombre de personnels administratifs, travailleurs des services généraux, la question du recyclage de ces travailleurs sans aucune perte de leurs avantages acquis devra être un objectif essentiel. Dans le cas contraire une levée de boucliers réduirait à néant toute possibilité d'action.

De plus, il faudra opérer une reconversion du personnel soignant (médecin, infirmier) qui ne se fera pas toute seule, tant sont grandes les habitudes de fonctionner dans l'espace asilaire.

Celà dit, et quand bien même la destruction des H.P. pourrait devenir effective, le plus important resterait à faire. La transformation, même radicale du fonctionnement de la santé mentale, pose autant de problèmes qu'elle en résout !

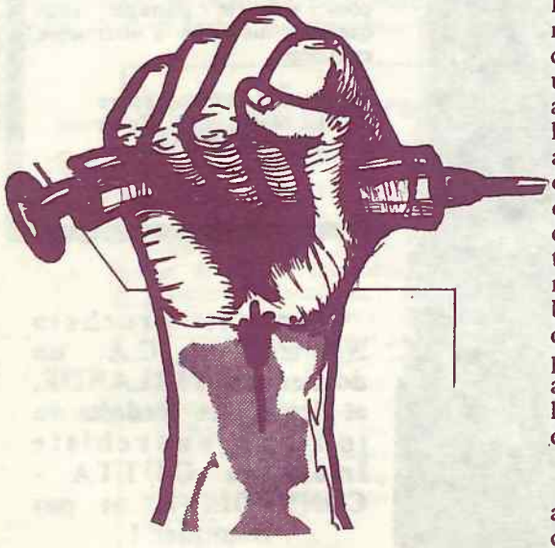
D'abord le fonctionnement interne des H.P. s'est énormément transformé ces dernières années et une nouvelle forme de gestion de la misère psychique rivalise et se substitue progressivement au modèle carcéral, disciplinaire et répressif traditionnel.

Traditionnellement, les instances de pouvoir dans l'asile étaient séparées et nettement différenciées. Les médecins peu nombreux, exerçaient sur leur service un pouvoir de souveraineté. Ils régnaient sur un lot de pensionnaires, décidaient en fonction d'un savoir clinique médical et voyaient leurs ordres éxécutés par un corps d'infirmiers déférents. Ceux ci, en

l'absence des médecins, exerçaient les petites dominations quotidiennes. Présents 24 h sur 24, ils étaient à peu près maîtres du fonctionnement purement disciplinaire de l'institution, pouvoir que les médecins en général entérinaient sans mettre la main à la pâte. Le savoir infirmier était un savoir des menus faits, des petites choses de la vie quotidienne, un regard qui s'étendait dans la continuité de la durée. Quant à l'administration, elle n'avait pas droit de regard sur l'intérieur des services mais gérait une population asilée par des méthodes statistiques et administratives. Trois formes de pouvoir, trois modes de constitution des savoirs, qui n'interféraient que très peu, coexistant et s'articulant les uns aux autres sans empiéter les uns sur les autres.

Ce mode de fonctionnement, s'il existe encore dans certains services, est en passe de faire figure d'archaïsme et de vieillerie dépassée. D'abord la découverte des neuroleptiques et un progrès dans la prise en charge des malades, ont permis effectivement une amélioration de leur sort et une possibilité d'ouverture thérapeutique. On n'est plus condamné à vie à la folie. La fonction thérapeutique longtemps aléatoire, plus un idéal qu'une réalité, est devenue effective, même si les procédures employées restent toujours susceptibles d'usage "politique" (utilisation des médicaments comme camisole chimique - absence de distinction rigoureuse entre les activités thérapeutiques et les activités de gestion et d'exercice du pouvoir).

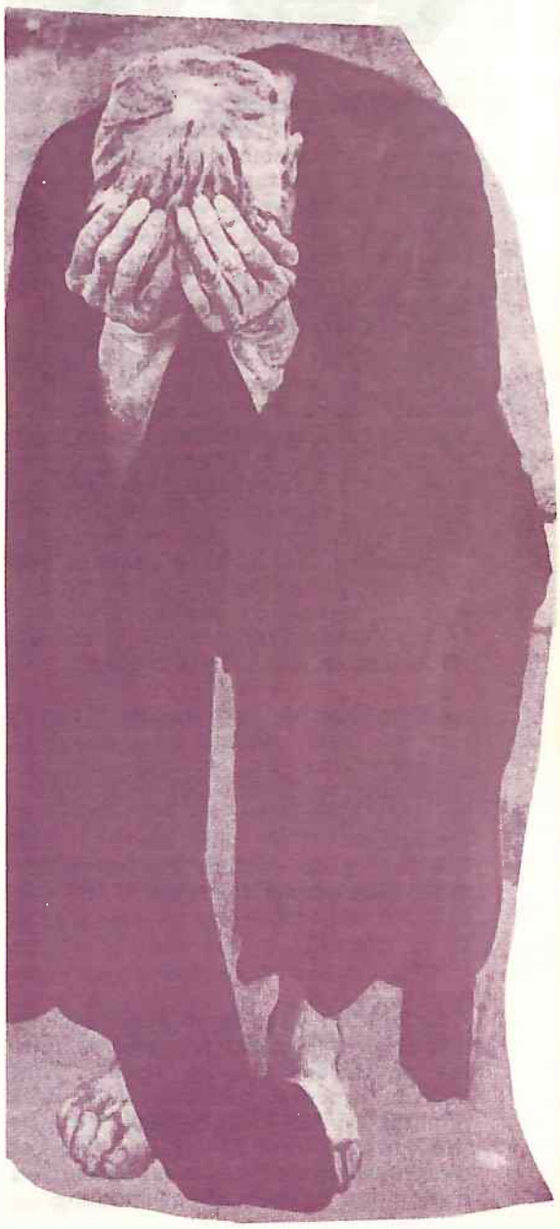
Le fonctionnement même de certains services s'en est trouvé affecté. Et ce fonctionnement est celui qui tend maintenant à se répandre. Ainsi prenons l'exemple des réunions : Dans la plupart des services sont organisées maintenant des réunions de soignants. Dans ces réunions chacun peut apporter ses impressions, son propre savoir sur les malades. D'autant plus que sont apparus à côté des grosses catégories traditionnelles (médecins-infirmiers) des gens aux fonctions plus ambigües, qui servent d'échangeurs entre les groupes : psychomotriciens, assistantes sociales...



Il y a une tendance à constituer sur le malade, un discours commun, homogénéisé en rupture complète avec la prise en charge traditionnelle par des instances clairement définies et nettement séparées. Un savoir global se constitue dans ces instances nouvelles, répercuté au niveau de la prise en charge des hospitalisés. Il est certain que ces réunions apportent souvent une possibilité de travail plus rationnelle et une attention plus importante à la maladie mentale. Mais la forme, les procédures qui se répandent ainsi, ne sont pas innocentes. Dans ces réunions chacun pouvant s'exprimer, dire ce qu'il pense, expliquer ce qu'il fait, s'accorder avec les autres, etc, il apparait très vite un simulacre d'autogestion, un fantasme de démocratie directe qui gomme en apparence, au niveau idéologique, au niveau des croyances, la réalité concrète et toujours effective de l'organisation hiérarchique et autoritaire. Ce qui est encore plus abominable, c'est l'organisation des réunions soignants-soignés, où pour les gens non avertis, dans le fait de se retrouver en cercle médecins, infirmiers, malades, à discuter, en réalité à faire parler les malades, au fantasme de démocratie directe se joint le fantasme de psychanalyse. Dans ces réunions, ces groupes de cei ou cela, il y a sans doute des endroits où les gens travaillent sur la base de techniques rigoureuses et assurées, mais dans la plupart des cas il s'agit de phénomènes sans réelle base claire, qui prennent actuellement un caractère proliférant, en dehors de toute technique solidement établie. Ainsi on peut voir des jeunes internes frais émoulus de l'université, sans aucun contact jusque là avec la psychiatrie, organiser des réunions, des groupes etc, en vertu de leur seul statut. On peut dire qu'alors, on est en présence d'un mode purement politique de gestion de la population asilaire. C'est une forme pure d'exercice de la domination sous couverture médicale.

Il y a donc des forces, des tendances qui sont à l'œuvre à l'intérieur de l'asile, à sa transformation. Et ce sont ces tendances qui sont susceptibles de se déplacer, de construire des modes de gestion extra-hospitaliers de la maladie mentale. Ce qui risque de se passer, c'est que l'asile en disparaissant donne naissance à des unités plus petites, plus sereines, plus en accord avec le fonctionnement global de la société où des représentations autogestionnaires, de démocratie directe, de convivialité fonctionneront à plein dans la tête des gens, au niveau des croyances de l'idéologie, du discours tenu, en contradiction totale avec une réalité effective technocratique, bureaucratique occultée, d'autant plus difficile à mettre en cause qu'elle se fera plus humaine. Le socialisme autogestionnaire à visage humain ou l'âge des pouvoirs subtils et des dominations douces.

Un autre point sur lequel il est absolument nécessaire de s'interroger, c'est tout ce qui est en continuité avec le secteur proprement dit de la santé mentale. Les nouvelles formes de gestion à l'œuvre dans ce secteur sont en continuité avec toute une série de techniques nouvelles qui s'exercent d'ores et déjà dans la société, l'analyse transactionnelle, la bio-énergie, le cri primal, les groupes d'expression corporelle ... Tous ces gadgets en provenance des Etats Unis constituent un nouveau mode de fonctionnement idéologique des gens. La misère effective de ce monde en crise conduit les individus à se réfugier dans ces activités psychologiques, où ils ont l'impression de se réaliser pleinement, de vivre enfin dans la spontanéité. Ame d'un monde sans Ame, l'offre des managers de la psy quelque chose se propose actuellement pour occuper la position traditionnelle des opiums de masse que la religion chrétienne, effondrée dans son impact effectif sur les individus, ne peut plus tenir dans les pays industriels développés. Et ces techniques sont en continuité avec les techniques proprement psychiatriques.



C'est là le problème essentiel qui se posera dans les années qui viennent et au delà. Il faut détruire l'asile, bien sûr. Mais c'est aussi dans les marges de l'asile et au delà qu'il faudra intervenir, et c'est sur ce mode d'intervention qu'il faudra que réfléchisse le mouvement libertaire, car pour la première fois peut-être c'est une forme de simulacre hideux de l'éthique anarchiste et de la démocratie directe que l'on propose maintenant comme représentation de croyance, comme mode concret de fonctionnement idéologique.

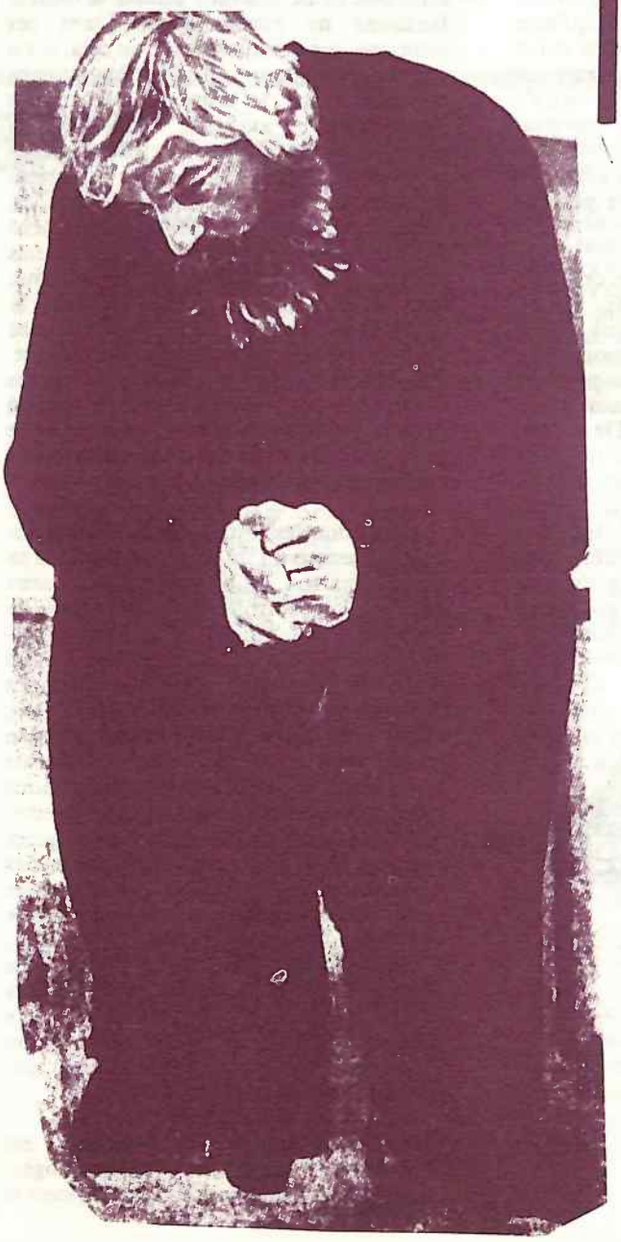
Claude ; Reims, Chalons/Marne

Parmi les gadgets en vente sur le marché, dans le registre du corps la bio-énergie, l'expression corporelle est le pendant de la relaxation et concubinent avec le yoga et plus loin avec les gymnastiques ; la psychothérapie institutionnelle avec les expériences communautaires. Tout celà tourne autour de quelques donées, de quelques objets centraux : le corps, la relation aux objets, le groupe, la famille, l'institution.

Ce qui est remarquable, c'est que ces brimborions des nouveaux cultes offert à la consommation interfèrent les uns aux autres, se substituent l'un l'autre et qu'on passe de l'un à l'autre aussi bien dans les institutions proprement psychiatriques que dans les groupes plus restreints qui fonctionnent dans les marges, sans qu'on s'interroge jamais sur le sens effectif de cette course sans fin et que bien rares sont ceux qui essaient de tester leur efficacité réelle dans un sens thérapeutique.

Ce mode réel de fonctionnement relayé par les mass médias, les émissions radiophoniques etc, est également en continuité avec la nouvelle promotion de la vie associative et des thèmes écologiques. C'est sans doute à un nouveau mode de fonctionnement du capitalisme auquel on assiste.

La mise en place de nouvelles couches dominantes, technobureaucratiques, dans les instances de la production, s'accompagne aujourd'hui de toutes nouvelles prises idéologiques sur les individus. Les nouvelles formes d'exploitation de l'homme sur l'homme et d'adoration de l'homme par l'homme.



ESSAI D'ALTERNATIVE EN FRANCE

Il s'agit pour nous de lutter contre tous les enfermements, toutes les institutions —y compris l'Etat— et pour une autre vie, de désirs et de plaisirs.

Nous avons quitté le salariat et le chômage pour tenter de créer une Alternative à cette société, conscients de la fragilité de notre essai et qu'il ne s'agit en aucun cas d'une fin en soi.

Nous acceuillons ici, dans un coin d'Ariège, enfants, adolescents ou adultes qui refusent la vie sclérosée de l'institution et que celle ci ne supporte plus ; Des parents qui nous soutiennent nous envoient leurs enfants.

Nous sommes un lieu de transition, de passage (plus ou moins long), un lieu que nous voulons de choix et de désirs partagés ou l'on ne s'oblige pas à vivre ensemble.

Menant des luttes, nous sommes une trentaine de lieux regroupés au sein d'un collectif, le C.R.A, Collectif Réseau Alternative, qui depuis sa création en 1977 a toujours refusé tout agrément légalement nécessaire pour acceuillir des gens chez soi. N'étant ni une famille, ni des spécialistes de l'Enfance inadaptée nous ne voulons pas de contrôle sur nos vie mais plutôt de la confiance.

Nous sommes néanmoins partiellement «reconnus», le CRA ayant créé un certain rapport de force et son existence étant due à une réelle nécessité, ressentie également par des «personnalités» qui nous soutiennent : Guattari, Reverzie et des travailleurs qui luttent dans l'institution dans le but de l'ébranler.

Nous pensons que les véritables changements viendront de la base et c'est pour cela qu'à l'intérieur du CRA, nous sommes nombreux à être méfiants quant à l'attitude du nouveau gouvernement qui, quoique plus ouvert à nos actions, cherche à nous récupérer et à nous vider ainsi de notre substance, notre identité.

Le mieux est encore de venir nous voir et partager ainsi quelques moments d'Alternative en Ariège.

Adresse : Patrick Leclère
La Marouquère, Tourtouse
09 230 St CROIX

Dans le prochain Numéro de C.A. un dossier sur l'IRLANDE, et des textes traduits du journal anarchiste Irlandais OUTTA - CONTROL. A ne pas manquer !

Histoire de la médicalisation de l'accouchement

Longtemps, les femmes se sont entraidées pour accoucher. Les hommes ne participaient pas à la naissance.

Puis, dans la seconde moitié du XVIIeme siècle, **l'Eglise impulse l'idée d'une matrone de communauté.** Ceci pour mieux contrôler son travail. L'idée que les femmes puissent avoir eu des pratiques répréhensibles inquiétait l'église. L'accoucheuse pouvait être la complice d'avortements. L'église décide de surveiller l'exercice des accoucheuses. Et pour les mettre de son côté, les curés exigent que les matrones connaissent les formules du baptême

En Lorraine, **l'Eglise intervient dans le choix de la matrone** lors de réunions tenues à la paroisse, en présence des femmes et du curé. Il n'est pas demandé à l'accoucheuse d'avoir de grandes compétences professionnelles. **Le plus important c'est sa vie qui doit être irréprochable moralement.** Elle doit être mariée et avoir connue l'épreuve de la maternité. Et comme elle doit être disponible jour et nuit, les femmes ayant des enfants en bas âge en sont exclues. Les matrones sont donc souvent âgées.

Le poids de l'église dans la maternité est indéniable. L'église soumet la femme à sa condition, à l'épreuve de l'accouchement. Elle y voit le rachat de la faute commise par la première femme, puisque femme égale vice, perversion, diable. La lecture de la prière de la femme enceinte est assez éloquente.

«En mon accouchement, fortifiez mon cœur pour supporter les douleurs qui l'accompagnent, et que je les accepte comme des effets de votre justice sur notre sexe, pour le pèché de la première femme. Qu'en la vue de cette malédiction et de mes propres offenses dans le mariage, je souffre avec joie les plus cruelles tranchées et que je les joigne aux souffrances de votre Fils sur la croix, au milieu desquelles, il m'a engendrée à la vie éternelle. Elles ne peuvent être si rudes que je les mérite, car bien que la sainteté du mariage ait rendu ma conception légitime, je confesse que la concupiscence y a mêlé son venin et qu'elle m'a fait faire des fautes qui vous déplaisent. Que si votre volonté est que je meure en mon accouchement, je l'adore, je la bénis et je m'y conforme.

Seulement je vous demande la vie de mon fruit afin qu'il reçoive le sacrement, sans lequel il ne peut voir votre face. Qu'après cela, je le voie porté au tombeau, je me consolerai d'avoir augmenté le nombre de ceux qui suivent l'Agneau partout où il va et qui chantent un cantique, lequel ne peut être chanté de nul autre. Mais j'espère que votre miséricorde nous gardera l'un et l'autre ...»

Godeau. Instructions et prières chrétiennes 1646

Ces matrones conservent les pratiques des régions.

Ainsi dans le Berry, c'est debout devant la cheminée, ou a genoux sur une chaise que les femmes ont coutume d'accoucher.

Dans d'autres provinces, la chaise d'accouchement est très utilisée. La Lorraine, l'Alsace, et tous les pays germaniques y restent fidèles aux XVIII et XIXe siècles.

Alors que dans le même temps **les accoucheurs imposent** peu à peu **la position couchée** sur le dos, **comme étant la seule acceptable,** toute attitude autre répugne à l'humanité.

L'utilisation de forceps (1), qui en est à ses débuts contribue à la position dorsale. **La liberté d'action de la femme en couche disparait.**

C'est surtout au XVIIIe siècle que les changements s'opèrent. La mortalité infantile pose problème pour l'Etat. Tous ces enfants morts, auraient été des sources de main-d'œuvre, de soldats, appréciés. C'est donc **une politique économiste, et non pas humanitaire,** qui va pousser les médecins, les chirurgiens à investir l'obstrétrique. Ceux-ci, aidés par l'Etat et l'Eglise, vont convaincre les femmes à se laisser accoucher par des hommes. L'intérêt de l'Eglise est de sauver des âmes et d'accentuer son contrôle sur la maternité. Les femmes sont réticentes à la présence du médecin au nom de la morale chrétienne. Aussi, **l'Eglise pour résoudre le problème, recommande que l'accoucheur soit vieux, sale, voire repoussant pour éviter à la parturiente (2) tout désir trouble.** Le mari accompagne l'accoucheur qui opère sous un drap sans voir le femme. Le tabou religieux s'estompe, et la soumission de la femme est telle. qu'elle se laisse convaincre et accepte la présence du médecin Puis, la retenue des débuts de l'accouchement par l'homme disparait vite.

Louis XVI a aussi contribué à la présence des accoucheurs. Il fait accoucher sa maîtresse par un médecin. Cette historiette suscite une véritable mode de l'accoucheur, qui tend à se répandre et gagne en un siècle tous les groupes sociaux urbains, et même certaines campagnes du Nord de la France.

Les accoucheuses se voient peu à peu dépossédées de tout pouvoir. **Une réglementation interdit à celles-ci l'usage des instruments.**

4-5/ L'accouchement est longtemps resté l'affaire des femmes. En milieu populaire, la naissance est volontiers associée à la divination. *(Gravure* De conceptu et generatione hominis *de J. Rueff, 1580/B.N.)*
En milieu bourgeois, un peu plus tard, l'homme apparaît, mais comme un spectateur inutile. *(Gravure d'Abraham Bosse. Ph. B.N.)*

4

Pour tout accouchement laborieux (qui exige le recours à l'instrument obstrétrical) ou contre nature (dans le cas où l'enfant se présente mal) il doit être fait appel au chirurgien.

A partir de 1760, des cours d'accouchement, organisés par le gouvernement royal et l'Eglise, forment des sages femmes. 10 à 12 mille en une quarantaine d'années, qui vont sillonner villes et campagnes, porteuses **d'un savoir médical.** Elles sont soumises à l'autorité médicale et participent à la **médicalisation de l'accouchement.**

Pour la médecine, **la femme devient l'objet d'observations et de champs d'expérimentation.**

La seconde moitié du 18e siècle est à la fois la grande période du forceps et du développement de la césarienne sur femme vivante. (Auparavant, cette opération était condamnée par l'Eglise qui l'apparentait à un meurtre, car les chances de succès étaient nulles. La parturiente recevait les derniers sacrements, et, le dernier soupir rendu, elle était incisée pour en extraire le fœtus qui était baptisé, avant de mourir).

A partir du 19e siècle, l'accouchement est devenu **l'affaire des médecins.**

Les campagnes résistent, mais la multiplication des moyens de communication, l'évolution des mentalités ont emporté les dernières résistances vers 1950.

L'apport de la science a contribué à la diminution de la mortalité, chez les parturientes et les enfants. **Mais elle n'a pas respecté la tradition populaire :** le libre choix de la position, l'entourage familial sécurisant pour l'accouchée.

La médecine a fait preuve de froideur face à la maternité. La maternité était un mystère pour les hommes. Aussi, dès qu'ils ont pu expliquer le processus de la conception, de l'accouchement, ils se sont empressés de garder leur savoir, ceci pour mieux **imposer leur pouvoir aux femmes.**

Ceci, avec **l'aide de l'Eglise** qui a toujours eu une politique nataliste. Elle a condamné toute relation entre hommes et femmes, qui n'auraient pas pour finalité la conception. L'Eglise a toujours sanctionné toute reconnaissance du corps de la femme qui se doit être le lieu de la conception, de la maternité douloureuse, afin d'expier les fautes commises par le péché de la chair.

La médecine, l'Eglise, se sont appropriées le corps de la femme pour des intérêts différents. La femme a été culpabilisée et déclarée coupable, si elle ne s'y soumettait pas. Cette oppression était tellement forte qu'elle est encore très vivace à l'heure actuelle.

Peu de femmes revendiquent le droit d'accoucher comme elles l'entendent ; et la notion de douleur a toujours la même siginfication, elle est toujours niée par l'accouchée.

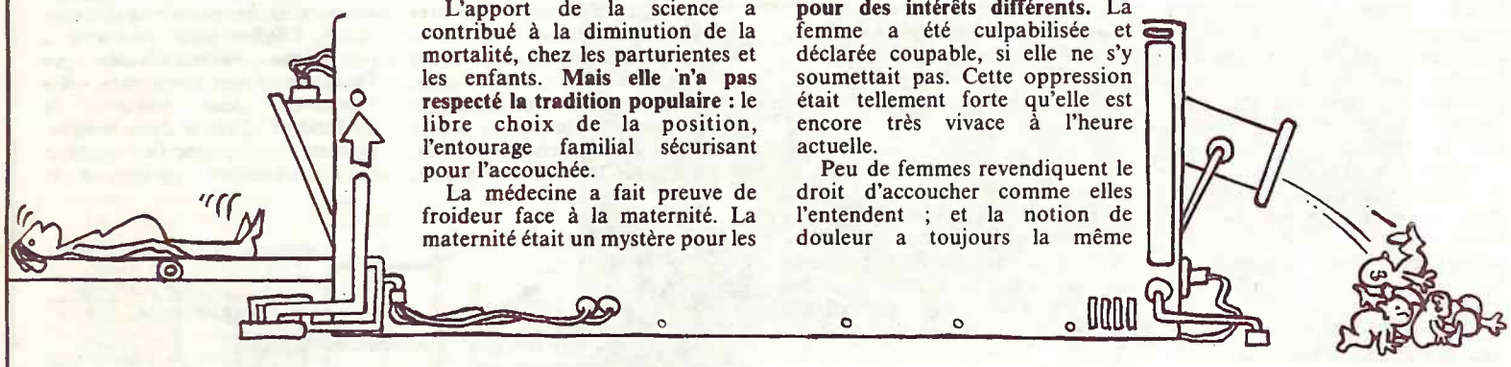
M.C. Poitiers

Référence bibliographie :
Entrer dans la vie J.Gélis

Archives Gallimard .

(1) Forceps : nom donné à des instruments obstrétricaux disposés en forme de pinces à branches séparables (cuillers)

(2) Parturiente : femme qui accouche.



L'MOUV'MENT

Histoire de l'Anarchie aux Etats unis

Les origines 1826-1886 par Ronald CREAGH
352 pages, prix de souscription : 60 francs (libeller les chèques aux Editions de la pensée Sauvage-Grenoble).
Editions la Pensée sanvage. BP 141. 31002 GRENOBLE cédex.

Nous signalons à tous, que les communiqués, les échanges de presses, doivent être envoyés avant le 15 de chaque mois à l'adresse suivante : EGREGORE (OCL) BP 1213 51058 REIMS cédex. Spécifier «pour courant alternatif», car le GCL de Reims reçoit lui aussi son propre courrier.

Liaisons ... ...Dangereuses

A près la parution du numéro 4 l'équipe suspend la publication de cette très intéressante publication, mais garde les contacts avec celles et ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre.

Des textes ont été ensuite publiés

- *Notes sur l'Italie de 1980*
- *Haute tension:danger*

Ces deux textes ont été publiés dans Courant Alternatif N° 10.

- *L'automatisation dans un grand journal de San francisco.*
- *Pourquoi nous quittons la CGT :* des ouvriers d'Usinor Dunkerque expliquent comment ils sont amenés à créer un autre syndicat dans leur entreprise : le Syndicat de Lutte des Travailleurs (SLT). Centre social, Place de l'Europe, 59 760 Grande Synthe.

Ces 4 textes peuvent être commandés pour 3 Frs à

LIAISONS DANGEREUSES
BP 30 75961 PARIS Cédex 20

Un autre texte, *Chomage*, issu d'une rencontre entre chômeurs qui a eu lieu à limoges début juillet 81, organisée par le comité chomeurs de cette ville, a publié ces conclusions : les commander à : A.R.C, BP 20, Limoges 87 001

EDITION

LES CAHIERS NOIRS viennent de publier :

«A bas le malheur, la politique et le reste» de PIETR GERZINSKY, texte axé sur la situation actuelle, les diverses formes de refus de la société et le rôle des anars.

jusqu'à 10 exemplaires, 8 Frs l'un au delà : 6 francs chaque

Adresse : ACRATIE : BP 53
64 100 BAYONNE

LA DERIVE Libération

Il est courant d'entendre dire que «Libé», né de Mai 68 en a été le continuateur, et qu'il a permis «au mouvement» de passer l'hiver (les années 70).

Il est tout aussi courant d'entendre râler contre Libé, en dire beaucoup de mal même ...Nombreux sont ceux qui ne supportent pas Libé ... mais qui l'achètent quand même. Un drôle de rapport fait d'amour et de haine, d'amertume et de reconnaissance d'une sorte d'enfant illégitime dont on a honte.

MAIS COMMENT DONC EST NE LIBE ?

Le numéro 1 paraît le 18 avril 1973. Une première page qui dit :

«Prenez votre journal en main.»
«Il nous faut encore 28 Millions pour paraître».

«Nous appelons à souscrire»
«Vers un nouveau journalisme»

Les chefs : July d'abord, en tout honneur ; avant 68, militant anti-impérialiste, étudiant communiste comme il se doit, imprègné de psycho-sociologie, donc de manipulation, il a le sens inné de ce qui «marche», des bons coups à saisir au vol. Il entre au mouvement du 22 Mars (alors qu'il n'est plus étudiant et n'a jamais mis les pieds à Nanterre) et en devient vite un des leaders, grâce à ses talents de séducteur, son sens de la magouille ... et au manque de perspective de ce regroupement dépassé par les évènements... mais qui jouit d'un grand prestige dans le mouvement et les médias (c'est ce qui importe le plus à July).

Alors que le mouvement décline au milieu de l'Eté 68 et que d'évidence la Révolution n'aura pas lieu, germe dans son esprit et dans celui de quelques autres dont Alain Gesmar, l'idée de la nécessité d'une «organisation plus ou moins militaire» : d'abord «soutien aux luttes du peuple», elle devient la «Gauche Prolétarienne» (La Gépé comme on dit).

L'entreprise marche et trouve son créneau dans la mesure où l'heure n'est guère à la réflexion, où le gauchisme (troyskystes essentiellement) capitule et veut préserver les acquis, et où tout un mouvement social rampant explose çà et là pendant plusieurs années, qui ne se retrouve ni dans la gauche officielle, ni dans le gauchisme classique sclérosé.

La GP est un point de rencontre entre l'idéologie «Mao stalinienne» de ses dirigeants et une forme de spontanéisme libertarisant et violent issu de 68 et porté par la base. C'est ce savant mélange qui fit sa force : La GP pouvait difficilement être rejetée en bloc par les révolutionnaires de l'époque, surtout en l'absence d'un autre pôle idéologique et pratique (libertaire ?) crédible.

July dirige la GP avec Béni Lévy, ancien dirigeant des jeunesses marxistes léninistes (UJCML), qui se fera appeler Pierre Victor dans ses interviews de Sartre à Libé et pour sa «carrière littéraire future». A la direction, également Alain Gesmar, ex secrétaire général du Syndicat de l'Enseignement Supérieur (SNESUP), lié jadis aussi au 22 mars, et qui sera lui plutôt l'homme public (fasciné et pris en main par July), celui qui paiera les pots cassés par quelques mois de prison. Depuis, Gesmar s'est rangé des voitures et se conduit en parfait patron de choc à l'Université de Jussieu où il enseigne, après en avoir été un temps viré.

PRIX : 0,80 F

RENAULT : LE "PATRON SECRET"

Le règne Renault est une entreprise nationalisée et un des plus gros annonceurs de publicité. Aussi a-t-on peu de chance de trouver dans la «grande» presse un article révélant l'existence à l'échelon de toute la règle, d'une «maîtrise de choc», organisée à laquelle les grévistes de Renault-Flins se sont violemment heurtés la semaine dernière. Cet article le voilà

(Voir notre article en page 2.)

Libération

27, rue de Lorraine, 75019 PARIS. Tél : 202-90-00. Directeur : Jean-Paul Sartre

MERCREDI 18 AVRIL 73 1re ANNEE N° 1

Prenez votre journal en main

IL FAUT ENCORE 23 MILLIONS POUR PARAITRE

nous appellons à souscrire

DEPUIS mai 68, le besoin d'un journal quotidien et nouveau se fait sentir un peu partout. Tout un mouvement d'idées cherche à s'exprimer, un mouvement qui traverse tous les courants de la gauche existants, organisés ou non. Il est confus, certes, traversé par des divisions, mais soudé néanmoins autour d'un refus commun, celui d'une conception autoritaire de la vie et autour d'une aspiration commune : celle d'une démocratie rejetant l'exploitation du travail, la violence quotidienne au nom du profit, la violence de l'homme sur la femme, la sexualité réprimée, le racisme, l'environnement souillé.

Ce mouvement d'idées ne peut trouver sa place dans la presse quotidienne actuelle. Celle-ci peut s'émouvoir d'une juste cause et dire la vérité, mais ses journalistes savent bien qu'à la longue, de moins saints intérêts l'emportent.

Un organe quotidien entièrement libre est nécessaire, un journal qui n'est le porte-parole d'aucun parti, où les idées et les faits puissent se confronter. Sans publicité, sans banque derrière lui, seule une souscription peut lui permettre d'exister. Pour que «Libération» puisse paraître dans les semaines à venir, il manque encore 23 millions d'anciens francs. Nous appelons à souscrire.

Mr Beauvillard, J.F. Bizot et l'équipe d'Actuel, M. Bosquet, J.L. Bost, S. Bourri, M. Cahen (Seuil), H. Chabrier, l'équipe de Charlie Hebdo, J. Chemieux, J.P. Chevènement, Geneviève Clancy, M. Clavel, J. Colombel, G. Dardel, J.M. Domenach, J. Dimon, C. Duteil, G. Filioud, M. Foucault, Sergio Gandsburg, A. Geismar, J.F. Held, A. Jaubert, J.F. Jonquelin, Leveille, J.P. Malrieu, J. Moreau, N. Moschetti, G. Mourgeot, R. Nuema, C. Paz, Rigbins, J. Rochefort, Simone et Jean Rollin, J.P. Sartre, Sauterel, D. Seyrig, Ph. Sollers, Soulas, M. Vian, A.P. Lendin, Michèle Lambert.

Ce ne sont que les premiers noms. Bien d'autres amis n'ont pu encore être contactés.

VERS UN NOUVEAU JOURNALISME

(Voir en page 5.)

Une vie nouvelle... un journal nouveau. (Photo : «Libération».)

La France bouge libérons la presse

LA rédaction fonctionne. Les machines sont en place. En souscriptions, dons, abonnements, nous avons déjà reçu à ce jour 25 millions d'anciens francs, en avances sur la souscription sans conditions, 24,5 millions d'anciens francs, et nous comptons encore sur des avances de 16 millions.

Restent 23 millions à trouver et le journal paraît. Huit pages tous les jours, puis, plus tard, 12 pages.

Ce numéro est un spécial souscription destiné à faire le point sur la situation, à mobiliser dans cette bataille pour un journal libre tous ceux qui depuis le 5 février se demandent ce qui se passe.

Alors que la France bouge partout, nous aurions préféré exister et quotidiennement imprimer ce mouvement qui touche tout et tous. Beaucoup d'amis auraient même voulu que ce numéro soit déjà un journal d'informations qui ne soit pas consacré aux seuls problèmes de «Libération».

Les très longs délais de fabrication — pour la dernière fois, nous avons dû passer par une imprimerie — lui auraient donné l'allure d'un hebdomadaire. Nous avons préféré la patience.

Notre but, notre seul but est que le journal paraisse quotidiennement. Ces huit pages annoncent ce que devra être «Libération» : ne rien cacher.

Nous espérons que vous vous joindrez à nous dans cette bataille dont les ouvriers de Renault, Peugeot ou de l'aéronautique toulousaine, dont les femmes en lutte pour un avortement libre et gratuit, dont les lycéens exigeant le sursis, constituent déjà les gros titres.

«LIBERATION»

Pendant cette période de gloire de la GP, July s'illustre par sa conception stalinienne des «procès populaires», par quelques petites scéances de «torture» contre un Africain (affaire Fofana) accusé à tort d'être un flic infiltré, et par une exaltation de la violence que lui n'assume jamais, au détriment du contenu et du débat politique.

La période change, la GP est dissoute, July s'en tire bien et après quelque temps de silence, lui, le dirigeant de l'ombre, réapparaît, **en lançant l'opération Libé.**

Au sommet de cette opéation, les retrouvailles d'anciens étudiants léninistes parisiens (UEC, UJCML, UNEF) :ceux passés par le 22 Mars d'un côté, et de l'autre ceux qui plus syndicalistes, plus journalistes, n'étaient pas entrés dans la dérive Mao-Spont de la GP : des gens comme Kravetz e t Péninou.A ceux là il faut ajouter Philippe Gavi, journaliste professionnel et Jean Paul Sartre, L'Egérie, qui sert de caution et qui sera le premier directeur de publication de Libération.

Les comités Libé : A la base de cette opération, les comités libé . Les militants plus ou moins permanents qui composent une partie du mouvement politique de l'époque, et qui ne sont pas ou plus dans une organisation, manquent de perspectives : la GP n'existe plus, le gauchisme est toujours stérile, beaucoup de choses se passent mais sans liens entre elles, le plus souvent en dehors d'eux et imprévisibles. L'aventure Libé est tentante et va peut-être pouvoir remplir ce vide.

pour faire un quotidien, il faut de l'argent et des informations. L'équipe dirigeante va trouver les deux grâce à une **utilisation pure et simple des Comités Libé** : ce sont eux qui collectent une partie des fonds (80 millions de l'époque en trois mois) et qui vont nourrir le journal à ses débuts. Faute de débouchés sur les **contenus,** ces militants vont se rabattre sur des **moyens.** La période faste est encore trop proche pour que ses participants puissent ou veulent analyser la période de creux qui se dessine. Insensiblement, ceux qui «étaient **le** mouvement» vont glisser vers la mise en place de moyens techniques **au service de ce mouvement.** Le phénomène n'est d'ailleurs pas spécifique à cette période, et l'on trouve périodiquement des gens qui, confondant contenant et contenu, mettent en place des structures qui «pourront bien servir un jour» (organisations, journaux, librairies, imprimeries, radios ...) lorsqu'eux mêmes n'ont plus rien à dire ou ne participent plus à rien. L'alibi est alors que d'autres ... pourront s'en servir ; or c'est rarement le cas, car ces autres, lorsqu'ils entrent en mouvement, se méfient (à juste titre des structures en place, et ceux qui les gèrent en sont en fait les propriétaires, et se servent de cette situation pour tenter de retrouver un pouvoir qu'ils ont perdu. En attendant, c'est l'expression pour l'expression, l'info pour l'info,. Un aimable divertissement que nous n'avons pas à juger sauf s'il tente de se faire passer pour une pratique politique.

Mais revenons à Libé ...

Ces comités libé, fonctionnent également parceque l'idée de la critique du journalisme avait fait son chemin depuis 68. Il était très difficile de faire passer des infos dans la presse habituelle (qui n'es t en général sensible qu'au spectaculaire ; de nombreux journalistes avaient été exclus de ces médias, et donc l'idée d'une nouvelle forme de journalisme, plus proche du mouvement social, basée sur des interviews, sur la parole donnée aux luttes et à la base, germait.

Ces comités Libé furent une tentative en ce sens. Il faut ajouter, pour comprendre cette espérance qu'un bon nombre de libertaires s'investirent dans les comités Libé, et ceux justement qui refusaient la politique sectaire ou partidaire des organisations anars officielles.

Progressivement les comités libé sont dépossédés du journal, de son contenu, de sa forme, par l'équipe dirigeante Parisienne qui se professionnalise de plus en plus et dont l'ambition est de **durer,** en deçà et au delà du mouvement social sur lequel il a voulu se baser, de faire un journal pour lui même, **un titre,** même modeste, mais reconnu par la profession, les autres journaux, le pouvoir même. Les comités libé servent à recueillir les infos que le journal, vu ses faibles moyens financiers ne peut recueillir par des correspondants payés mais aussi le fric nécessaire pour traverser les crises successives qui traversent le journal.

Car c'est un paradoxe (en est-ce vraiment un ?) : c'est au début, alors qu'il était soutenu par une fraction au moins du mouvement, qu'il avait les plus grandes difficultés financières et le tirage le plus faible. Et c'est au fur et à mesure que le mouvement s'enfonçait dans la crise que libé était «abandonné» comme reflet de ce qui se passait, qu'il a augmenté ses lecteurs, et a surmonté ses problèmes financiers pour se confronter ensuite à d'autres problèmes : ceux inhérents à tout journal classique : les luttes de pouvoir dans l'équipe rédactionnelle, la hiérarchie des salaires, et l'introduction de la publicité.

Ainsi donc libé s'est construit sur le reconversion de quelques «gens de pouvoir», ex-militants ambitieux et intelligents (d'autres se sont reconvertis dans le marketting, la recherche universitaire, dans ce qui donne du fric et du prestige, ou au PS, dans ce qui donne du pouvoir ... ou dans les deux !). Il s'est construit également sur le flou des autres militants, non intégrés, vis à vis de la période qu'ils traversaient. Ils ne se sont pas rendu compte qu'on ne crée pas un mouvement en lui donnant des moyens, mais que ces moyens doivent naître du mouvement. Facile à dire évidemment avec le recul, mais enfin ...

Et au bout de tout cela, rejet et à la fois fascination pour un produit que beaucoup ont désiré et qu'un petit nombre s'est approprié. Beaucoup de lecteurs de Libé sont devenus les spectateurs moroses, frustrés et déçus, d'un produit qui s'est éloigné de leurs désirs et de leurs rêves, mais qu'ils considèrent toujours un peu, avec une conscience malheureuse comme leur chose ...

La contre-info : La même erreur d'analyse a été d'ailleurs poursuivie par nombre de militants des comités Libé, qui, dépossédés par la bande à July, écœurés du contenu (que nous analyserons ensuite) se sont lancés dans la contre information locale. 5 années où ont fleuri les journaux locaux de contre info. La même confusion entre **moyens et contenu, entre moyens et mouvement,** mais au moins là avec moins de problèmes de gros sous, de pouvoir, de professionalisme ; au moins là le journal risquait moins d'échapper à ses initiateurs, et avec une structure locale, ils étaient plus proches de ce qui se passait, en dehors d'eux souvent et malgré tout ; mais ils ont quand même permis l'expression de nombreuses luttes, et la discussion de nombreux problèmes. Bilan peut—être positif, mais erreur d'avoir voulu survivre troplongtemps dans une période qui avait changé .

Mais encore une fois, revenons à libé pour un petit tour analytique sur le contenu et la conception de l'information qui y est développée

Au début donc, l'acteur social, le lecteur, celui qui avait craché au bassinet en somme, pouvait avoir l'illusion de participer un peu au journal : une rubrique courrier, assez fournie, et puis les comités libé plus proches de la lointaine et hautaine Direction Parisienne.

Tout cela ne dura guère. Les Comités Libé disparus et remplacés par des correspondants locaux, le Courrier devint de plus en plus agressif contre «Papa Libé» jusqu'à disparaître aujourd'hui pour faire place à des «tranches de vie» ou des «phantasmes littéraires», sans aucun rapport avec un débat politique, ni avec l'information traitée dans le journal.

Passer une «info» devenait un exercice de haute voltige : connaître «Machin» ou «Machine», qui avait ses entrées dans quelque salon fréquenté par les gens de Libé, s'adresser à telle ou telle personnalité, etc...

Le mouvement libertaire a pu en faire la douloureuse expérience : avec son image libertarisante que certains voulaient bien lui accorder, Libé n'a pas arrêté de cracher sur les anars sauf lorsque l'un d'entre eux devenait «martyr» : Puig Antich ou qu'une personnalité s'en arrogeait le titre : Sartre déclarant «je suis anarchiste».

En fait, le mouvement n'a jamais pu s'affranchir sainement du lien qu'il croyait n'avoir plus avec Libé ! C'est quand même à lui qu'il s'adresse de manière privilégiée, plus qu'au Figaro, au Monde ou au Matin.

Penons deux exemples :

- L'occupation de Libé par les autonomes, pour juste qu'elle ait été sur le fond, indiquait quand même qu'une certaine illusion avait existé et demeurait encore alors que pourtant rien ne la justifiait. On pourrait faire le parallèle avec le comportement des trotskystes et du PC : une haine, mais l'illusion d'un Paradis perdu !

- le deuxième exemple c'est celui des rubriques «Agit'Press» et «Agit'Prop» : Qui ne s'en sert pas peu ou prou ? Et pour quel résultat. On peut se demander si cette rubrique, outre qu'elle sert de caution militante à Libé, ne permet pas aux groupes d'individus qui prennent des initiatives, de ne pas se poser le problème des moyens de leur propre propagande.

En fait Libé est passé maître dans l'art de manipuler les phantasmes ambiants dans le mouvement, tout en les méprisant. Il déforme, falsifie, mais en fait ses grands titres donnant ainsi l'impression d'en parler plus que les autres.

Et ainsi de suite, ce furent au gré des années qui passèrent :
- 74 : LIP, la loi Debré, le proçès de Goldman.
- 74 toujours, «la révolution portugaise»
- 75 Les exécutions en Espagne des membres d'ETA et du FRAP, et les deux morts en Corses.
- 76 le second proçès Goldman, l'appel du 18 joint.
- 77 : la RAF, Baader, Schleyer ... etc...

LES PERSONNALITES QUI FONT L'HISTOIRE

Libé fut fait par des personnalités et en utilisa d'autres (déjà confirmées) : Sartre, Chatelet, Gluksman, ... Ceci parce que sa conception de base de l'analyse des évènements c'est que ce sont les grands hommes qui font l'histoire. Tout est traité à travers cette fascination vis à vis de ces individus ; vision portée et imposée en grande partie par July, mais qui trouve un écho parmi ceux, qui marginalisés par rapport à une pratique sociale, se raccrochent «aux grands problèmes mondiaux ou intellectuels», qui les dépassent mais qu'ils feignent de vouloir comprendre.

Prenons l'exemple portugais de la «révolution des oeillets». Libé caractérise le MFA (mouvement des forces armées) comme menant une lutte anti-autoritaire ! de la lutte dans les usines, très peu de choses. Par contre, pages remplies de descriptions admiratives de ce qui se passe dans le MFA et de son chef charismatique : OTELLO de CARVALHO. Que July soit amoureux d'Otello, qu'il soit PD et qu'il s'ignore, ne nous gêne pas bien au contraire. Mais qu'il soit systématiquement amoureux de «personnalités», de «chefs» (Walesa, Mao, Goldman ...), bref, de «ces destinées uniques sans lesquelles nous ne serions rien» nous renseigne bien sur ses rapports au pouvoir et au journalisme, et de son journal avec.

Les masses n'existent que comme spectatrices, lectrices, suivistes. Même les faits divers sont traités de cette manière : le commun des mortels peut avoir l'honneur des colonnes de Libé ... s'il lui arrive quelque chose hors du commun.

L'INFORMATION LOCALE

Il est devenu commun de dire qu'elle est déformée, dénaturée, ou tout simplement absente.

S'il se trouve que vous avez été le participant intime d'un évènement traité par libération, vous serez neuf fois sur dix (ou a peu près) effarés par la dose d'erreurs quand ce n'est pas de mensonges. Cela doit donc vous laissez plus que sceptiques sur tout ce que vous lisez d'autre et que vous n'avez pas le bonheur de vivre de près !

Il y a deux sortes de correspondants locaux, en dehors de quelques rares qui font à peu près honnêtement et correctement leur boulot :
- Ceux qui font cela pour se faire un peu de fric, sans y croire vraiment, par relations.
- ceux qui se prennent pour des journalistes (petites personnalités locales ou aspirant à le devenir) et qui glanent leurs informations dans quelques discussions de bistrot fréquenté par les milieux intellos, intellectuels, ou militants professionnels.

Tout cela donne de piètres résultats : des infos sorties de tout contexte, une méconnaissance du milieu traité, de graves erreurs, une incompréhension de l'évènement.

Prenons l'exemple du nucléaire depuis l'élection de Mitterrand. le débat au parlement, les déclarations de Lalonde ont droit à des pages entières (toujours les personnalités qui **font** la politique et l'évènement). Presque rien sur les mouvements sur le terrain (Golfech ou Chooz). Pour Libé, ce n'est pas là assurément que «ça» se passe.

Remontons dans le temps pour un autre exemple : en pleine période de répression militaire au Pays basque Sud, Pierre Benoit se fend d'une page entière «culturelle» sur ... la cuisine Basque !

Pourtant le numéro 1 de Libé déclarait : «vouloir capter l'énergie populaire génératrice de luttes, de conflits sociaux et d'idées». Or si au monde, il fallait entre 15 jours et trois semaines de durée à une occupation d'usine pour qu'il en parle, à Libé, il lui en faudra de dix à quinze jours. C'est normal c'est plus à gauche !!

Libé, c'est aussi une manière d'ériger l'anecdotique en politique, ou de réduire le politique à l'anecdotique. Des pages peuvent être consacrées aux amours contrariés d'un diplomate français avec une chinoise, ou aux tribulations de ses trois reporters passant des pièces en chocolat en Suisse, mais la chine de Libé n'a longtemps pas été autre chose que celle de Peyrefitte ou celle de Mao, et les problèmes monétaires ... rien d'autre qu'une question de gros sous.

LA PRISE DE CONSCIENCE SUR LIBE

Tout ce qui vient d'être décrit dans ce bref article sur le contenu de Libé est constatable depuis ses origines. Et pourtant il semble qu'un élément important de prise de conscience sur la nature de Libé se soit fait sur des aspects formels : la hiérarchie des salaires (qui pourtant ne concerne pas directement le lecteur) et sur l'introduction de la publicité.

Sartre avait déclaré (de son vivant...) « nous avons refusé de devenir une entreprise industrielle et commeciale»

A l'évidence, si Sartre est mort, son idéal aussi. C'est peut être cela qui a choqué le plus. Plus peut-être que le contenu de l'information, le rapport au mouvement, et la conception du monde véhiculée par Libé.

Quant à la ligne politique de Libé, si d'autres médias en parlent comme d'inspiration libertaire, nous y verrions plutôt celle d'un «libéralisme moderniste» doublé d'un «dandysme culturel». Ligne en quelque sorte de certains staliniens mal à l'aise et que le retour d'âge rend molassons sans les changer sur le fond (coucou Garaudy !).

La sociologie y tient lieu de théorie et l'humanisme bêlant y cotoie le culte de la personnalité et l'élitisme. Le culturel (qui mériterait un article à part) s'érige en corps séparé du reste du social et s'octroie un rôle d'avant garde aseptisée.

Et pourtant le rapport à Libé sera loin d'être clair tant que dans le mouvement, les problèmes d'information des luttes et des problèmes vécus par chacun se poseront de manière séparée de ce vécu lui-même. C'est tout le problème des techniques, des moyens, des formes. Sont-ils neutres de quelle manière pouvons nous nous les approprier, et est-ce possible pour n'importe lesquels d'entre eux.?

J.P.D

La Grande Bretagne a été secouée par une vague d'affrontements. Combats de rue, coktails molotovs et barricades : telle était l'image du pays où l'on déclarait il y a peu : «de telles choses ne peuvent arriver chez nous ...». Nous avons rencontré un membre de groupe de Londres de l'organisation communiste libertaire SOLIDARITY et lui avons demandé ce qu'il pensait des derniers évènements survenus dans le pays de la «loi et de l'ordre» de Mme Thatcher. Sa vision des conséquences politiques de ces évènements contraste avec la présentation un peu triomphaliste qui a été faite dans certaines publications libertaires.

Quelles sont les causes de ces affrontements ?

Il y a un facteur esentiel à mentionner : le chômage, résultat de la restructuration profonde du capitalisme britannique. A cause des possibilités d'importation à bon marché depuis les pays du tiers monde certaines firmes en Grande Bretagne ne font plus assez de profits. La stratégie du gouvernement Thatcher est d'éliminer les entreprises non rentables. Il en résulte que des secteurs entiers, des centre villes, qui se trouvent très dépendants de ce genre d'entreprises au niveau de l'emploi et de la stimulation de l'économie locale, se paupérisent de plus en plus. Dans de tels endroits, le taux de chômage est le double de la moyenne nationale, qui elle même tourne autour des 12 %. Les jeunes en sont les premières victimes et principalement les jeunes noirs, qui sont discréminés à tous les niveaux de la société.

Pollution, mauvaises conditions de logement, de santé, d'éducation, de protection sociale encore accentuées par le fait de se trouver sans travail et sans fric.

En même temps, les magasins sont remplis de biens de consommation que les gens rêvent de posséder mais dont ils savent qu'ils ne profiteront jamais. En plus, dans ces secteurs, les salaires sont si bas que même ceux/celles qui ont la «chance» d'avoir du travail, ne peuvent se permettre aucun «luxe».

Mais cette situation n'est pas nouvelle ... Quelles ont été les causes précises du déclanchement des émeutes ?

Ce qui a joué un rôle important, c'est l'attitude des flics qui a fini par déclencher l'explosion. Il faut comprendre le niveau de répression que la police fait subir aux jeunes noirs.

Les flics se considèrent comme les protecteurs des valeurs anglaises traditionnelles, et lorsqu'ils se trouvent confrontés avec une communauté dans laquelle une fraction importante des gens sortent en groupe, fument du hash, boivent de la bière et écoutent de la musique reggae qui sort à plein tube de la boutique du coin, ils sortent de leurs gonds. Ils se considèrent en état de guerre avec la communauté noire. Ils provoquent continuellement les noirs en les fouillant dans la rue pour «vol, possession de drogue...», en perquisitionnant leurs maisons, en les accusant d'affaires «montées» par ces mêmes flics. Il en résulte une attitude très hostile de la population noire, aussi bien des jeunes que des vieux, envers les flics. Tôt ou tard, les flics devaient dépasser la mesure. C'est ce qui est arrivé à Bristol lorsqu'ils ont fait irruption dans une fête noire. A Toxteth (Liverpool) c'est l'arrestation brutale d'un jeune noir qui a mis le feu aux poudres. A Brixton, l'athmosphère était très nerveuse depuis plus d'une semaine à cause des provocations intensives des flics embarquant et fouillant des membres âgés et respectés de la communauté noire pour «possession de drogues», et s'en prenant à des conducteurs de métro (beaucoup sont noirs) qui rentraient chez eux après leur travail. L'explosion eut lieu lorsque la police s'en prit à un groupe de jeunes noirs qui emmenait un des leur, blessé à coups de couteau, à l'hôpital.

Alors, les causes des émeutes étaient les mêmes dans les diverses villes ?

Pas forcément, à Southall par exemple, c'était un peu spécial bien qu'encore une fois les flics en soient la cause. Southall est peuplée en majorité par des asiatiques (beaucoup sont des petits commerçants) qui sont particulièrement victimes de groupes d'extrême droite. Certains ont été assassinés, d'autres ont eu leurs maisons ou magasins brulés ... En plus, ils sont continuellement attaqués physiquement et psychologiquement par les partisans de

groupes comme le National Front et le British Movement (on peut remarquer ici que plus ces groupes perdent de voix dans les élections locales et nationales, plus ils passent à l'action contre tout ce qui est de couleur et/ou de gauche). Malgré leurs demandes, la police n'a jamais bougé le petit doigt pour protéger les asiatiques et ne fait rien contre les facistes responsables d'attentats. En conséquence, les asiatiques ont mis sur pied leur propre force de protection composée de plusieurs centaines de personnes se mobilisant à la première alerte.

Et c'est exactement ce qui s'est passé le 3 juillet lorsque quelques bus sont arrivés de l'East End (alors que Southall est à l'extrême Ouest de Londres) pleins de «skin heads» soit disant venus assister à un concert de rock dans un pub du quartier. L'«évènement» avait été annoncé à l'avance dans la presse faciste comme une bonne occasion d'aller créer des troubles dans le coin. Ils se mirent donc à distribuer des tracts facistes, à attaquer des maisons ...avant que le pub où se trouvaient les facistes ne soit rasé par les asiatiques furieux. Les flics arrivèrent alors pour protéger les facistes et ce fut le début du soulèvement général.

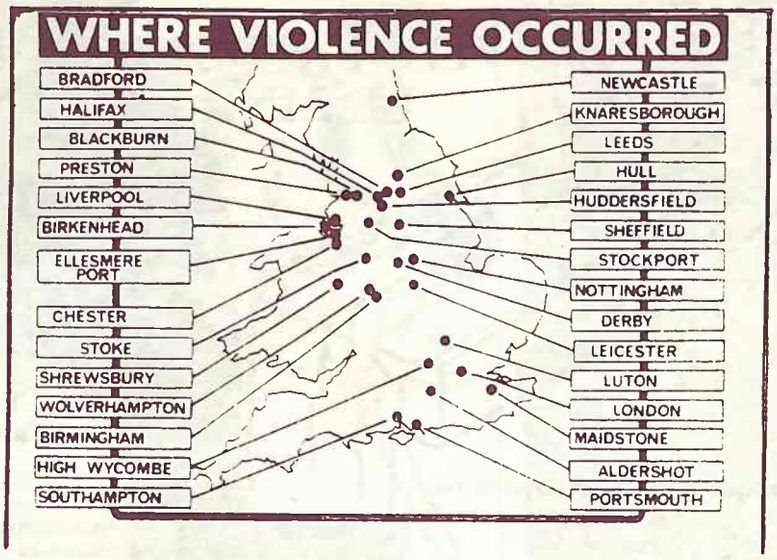
En tout cas, quelles que soient les raisons locales, c'est bien la crise, ou comme tu le dis, la restructuration du capitalisme en Grande Bretagne qui est à la source de cette situation. Nous savons tous qu'un taux élevé de chômage plus de mauvaises conditions de logement, plus la présence de fortes minorités de couleur forme un terrain fertile au développement d'activités à caractère fasciste et raciste . C'est donc bien un problème politique. Dans ce contexte, y a-t-il des groupes qui agissent avec une perspective politique précise ?

Les émeutes furent spontanées et non pas le résultat d'une offensive politique planifiée bien que les autorités, totalement paranoiaques, aient suggéré que tout cela était manipulé par le Révolutionary Communist Party (scission du Socialist Workers Party, Trotskystes). Bien sûr, toute la «gauche» s'est précipitée sur les lieux des affrontements pour essayer de vendre l'une des 36 variantes du léninisme, mais elle a été le plus souvent rejetée ou considérée avec ironie par la population locale, qui savait très bien elle-même ce qu'elle devait penser et faire.

Et les anarchistes là-dedans ?

Je dois hélas dire que le rôle joué par les anarchistes n'a pas été bien grand. Quelques uns venus de Worthing (côté sud) à Brixton ont trouvé moyen de se faire arrêter ...

Il faut quand même mentionner le fait que, de toutes les boutiques pillées et brûlées dans Railton Road (Btixton) seule la librairie anarchiste s'en est sortie avec seulement la vitrine brisée. En règle générale, les biens détruits étaient ceux appartenant à des institutions ou des personnes contre lesquelles la communauté noire avait des griefs précis (par exemple des pubs dont les propriétaires étaient des racistes notoires). De plus, on n'a pas fait de différence entre les magasins tenus par des blancs et ceux tenus par les noirs.



En fin de compte, pas d'alternative politique ...?

C'est difficile à dire. Il ne faut pas attendre trop du mouvement anar, trop faible et divisé pour avoir une influence sérieuse.

L'expérience prouve aussi que les gens sont longs à tirer les leçons et à développer de nouvelles initiatives, tandis que l'Etat va développer très rapidement la répression (par exemple l'utilisation pour la 1ere fois ici de casques spéciaux, de grenades C.S. ...). La «perspective politique» des émeutiers consiste en général à se retrouver le soir à piquer ce qu'ils peuvent de biens de consommation dont ils n'ont jamais pu profiter.

Tout ça n'est pas très optimiste !...

C'est bien quand même que des tas de gens défient massivement l'autorité, mais l'avancée que cela représente est limitée et de courte durée. Il faut s'attendre à une récupération rapide de la gauche réformiste qui demande déjà aux asiatiques de dissoudre leur organisation de défense et à la police de «mieux faire son travail» et qui voudrait résoudre les problèmes sociaux et économiques en revitalisant les secteurs déficitaires par une injection d'argent emprunté au FMI (Fond Monétaire International).

Il reste un aspect intéressant, c'est l'irrespect de la classe ouvrière pour «la loi et l'ordre» qui est toujours très fort et se manifeste à la première occasion. Par exemple, bien que les pillages aient été le fait de jeunes noirs au tout début, il n'aura pas fallu longtemps pour que des familles entières, noires et blanches, remplissent leurs sacs et même leurs voitures du nécessaire.

GARY(Solidarity-Londres)

ERRATA POLOGNE

Le manque de coordination dans la rédaction du dossier POLOGNE a entrainé des erreurs dans CA n° 10.
p 17 dans le § LA POLOGNE AVEC SOLIDARNOSC, il faut ajouter : 10 millions d'adhérents actuellement;
p 17 dans le § LE POUP, il faut ajouter : actuellement 2 millions d'adhérents, et en juin a eu lieu un accord entre les troupes russes d'occupation et l'Etat polonais pour le cantonnement des russes et leur non dissémination dans les villes et villages.
p 18 : erreur dans le FILET DES GRANDES ENTREPRISES : Jamais il n'a été imaginé des conflits entre SOLIDARNOSC et les délegués ouvriers du C.E.
p 18 dans LES CONSEILS OUVRIERS un oubli : les directeurs d'entreprises (la Nomemklatura) sans aucune formation, soumis au parti.
p 19 : un titre a été oublié dans le blanc de la troisième colonne : LE PROGRAMME D'ACTION ADOPTE.
p 20 : sous le titre RENAISSANCE DE SOLIDARNOSC, un titre a été oublié qui rend incompréhensible l'article : UN MEMBRE DU COMITE CENTRAL DU PC D'URSS ...
p 20: la troisième colonne se lit d'une traite
p 20 : différence de jugement dans le troisième § avant la fin de la 3eme colonne à propos de la pénurie : le responsable de la pénurie, c'est la classe dirigeante polonaise par sa politique économique présente et passée, par le blocage des réserves (c'est une des raisons de l'intervention de l'armée) et le détournement des stocks ; c'est l'envoi de produits de nécessité en URSS, et la faible importation de matières premières nécessaires.
p 24 dans L'HOMME DE FER au début une citation d'un militant du PC qui n'est pas vraiment importante ; les membres de SOLIDARNOSC ont critiqué le film pour son contenu vide.

VITE FAIT SUR LE ZINC

Cette rubrique peut être alimentée par des lecteurs : il s'agit de brefs commentaires d'actualité ...

Un septième sous marin nucléaire

Un lance missile va être construit et un nouveau missile nucléaire tactique remplacant le système Pluton va-ête mis en chantier.

Nucléaire gros-sous

Vers la fusion pure et simple entre Framatome (constructeur de réacteurs nucléaires à eau pressurisée PWR) et sa filiale Novatome (chargée des surgénérateurs). Ne serait-ce pas le début de la construction industrielle de surgénérateurs sous l'hospice de l'Etat-PS ?

Pologne

Alors que les prix augmentent de 200 à 300 % (un œuf a augmenté de 10-13 zlotys par exemple, pour un salaire moyen de 4000-4500 zlotys) Walessa veut imposer l'arrêt des grèves pour rencontrer le responsable de l'Eglise polonaise et le dirigeant de la Pologne Jaruzelski. Mais la base continue les grèves dans un rationnement grandissant !

M.A., Trotsks, Savary ? Ca change pas

L'installation de SAVARY au Ministère de l'Education Nationale avait laissé espérer aux maîtres-auxiliaires des améliorations de leur situation. Dès le mois de septembre, les illusions tombaient puisqu'en fait de changement, Savary se donnait pour seul objectif d'assurer le réemploi des M.A. dans les mêmes conditions que du temps où Beullac officiait. En fait, les premières circulaires ministérielles ont aggravé la situation de cette catégorie d'enseignants.

Mais, malheureusement pour nous, nos «camarades révolutionnaires» de l'O.C.I. et de la L.C.R. (label Ecole Emancipée) voient clair et ont démasqué les vrais coupables. Si les M.A. continuent à en prendre plein la gueule, c'est que la méchante «administration Giscard-Beullac toujours en place sabote sciemment» les directives du bon ministre Savary. Elémentaire mon cher Watson !

Avec les trotskystes, mobilisons-nous pour défendre et soutenir les attaques que le ministre met en place contre nous !

DST et autonomisme

Dans le Peuple Breton numéro 215, on en apprend un peu plus sur la DST et le mouvement breton. Il est confirmé que l'attentat contre l'immeuble BOUYGUES à St Malo a été monté de toute pièce par la DST. Deux flic antennes de la DST à Rennes veulent montrer que le FLB n'hésite pas à s'attaquer aux biens privés. Ils envisagent, comble d'ironie de monter une action contre une résidence secondaire de militants FLB ... malheureusement ceux ci n'en ont pas...alors ils montent l'attentat BOUYGUES, attentat bidon, les Bouygues étaient au courant et avaient mis de côté quelques affaires. Pour mouiller le FLB, le flic qui commet l'attentat s'adjoint un sympathisant FLB que l'on fait chanter sur sa vie privée. On apprend également que des écoutes sont placées dans un restaurant où les familles de prisonniers fêtent une libération !, que les écoutes téléphoniques plaçées en nombre permettent des chantages sur la vie privée ... le Peuple breton qui est l'organe de l'UDB, donc peu sympathisant du FLB, estime que celui ci était truffé de gens travaillant pour la police. C'est peut-être très exagéré, mais en tout cas il faut savoir que DST, SDECE, police, peuvent s'infiltrer partout, connaitre tout ce que font les gens dans un milieu donné, et qu'il n'y a aucune raison que cela change avec la gauche ... bien au contraire ! Nous avons tout lieu de penser que RG, DST, SDEC remettent à jour leurs fichiers, pour servir la gauche ... ou bien la droite d'ici quelque temps. Attention !

Comment fonctionne Courant Alternatif

Pas de comité de lecture permanent, ni de spécialistes des éditos, de dossiers et de texte de fond ; pas non plus de permanent journal. Nous cherchons avec COURANT ALTERNATIF, **à réaliser un journal le plus collectivement possible aussi bien au niveau de son contenu politique que de sa réalisation matérielle et de sa diffusion.**

Au début de chaque mois, une Commission Journal est organisée dans une ville, différente pour chaque n°. Peuvent y participer aussi bien les militants OCL (ceux de la région en question et des représentants des autres régions) que des sympathisants.

Le groupe qui organise la C.J. a la charge de collecter les articles proposés, réaliser la maquette, **écrire l'édito juste avant la parution en fonction de la discussion qui a eu lieu à la C.J. et de la situation politique du moment**, réaliser et transmettre la maquette à l'imprimeur, tout ceci en 3 semaines maximum.

Chaque C.J. critique le n° précédent et discute des articles proposés par des individus ou des groupes (présents ou non) pour le n° suivant, **et en suscite d'autres suivant les évènements.**

Un fonctionnement qui peut apparaitre difficile à tenir car il repose sur une responsabilité de pas mal de gens et sur des liaisons inter-viles fréquentes. En un an, nous avons sorti 8 numéros ronéotés préparés successivement à Paris Est, Peyrehorade, Le Mans, Auxerre, Boulogne/Mer, Paris Sud, Reims, Le Mans, puis 2 n° imprimés (le 9 et le 10) préparés à Forcalquier et à Caen, et enfin ce n° 11 à Peyrehorade. Le n° 12 le sera à Reims... **le N° 13 à Etampes**